l'unité

N° 229 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 10 au 16 décembre 1976

Congrès du Psoe : Revivre á Madrid

C.F.D.T. : LE SECOND SOUFFLE

COLETTE AUDRY PARLE DE LA MORALE DES MILITANTS



PETITE POLITIQUE

Curieuse méthode de gouvernement ! Pendant un an et demi, le Pouvoir affirme qu'il n'a pas à intervenir dans l'affaire du « Parisien libéré » qui est, selon lui, un conflit d'ordre privé. Giscard d'Estaing, Chirac, Poniatowski n'hésitent pas à se montrer aux côtés d'Emilien Amaury qui refuse obstinément de discuter avec ses ouvriers mais, dans le même temps, le gouvernement fait poursuivre quelques-uns de ceux-ci devant les tribunaux et demeure sourd aux appels répétés des syndicats et des partis de gauche pour que s'engage une négociation.

Et puis soudain, dimanche à l'aube, sous prétexte de faire exécuter une décision de justice — on est moins prompt en d'autres occasions — le ministre de l'Intérieur fait donner la police, ou plus précisément, semble-t-il, la gendarmerie pour faire évacuer les locaux occupés depuis 20 mois par les ouvriers du « Parisien ». On remarque au passage que cette intervention policière entraînera fatalement une grève immédiate dans toute la presse écrite qui ne pourra donc rendre compte ni lundi ni mardi de la naissance du Rassemblement chiraquien à la Porte de Versailles. Piètre manœu-

→

Sommaire

4
R.P.R. : LITTLE CESAR, PAR SERGE RICHARD

5
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
FONCTIONNAIRES : LES BOUCS EMISSAIRES, PAR JEAN-LOUP REVERIER

9
BUDGET : LE RONRON MAJORITAIRE A BIEN FONCTIONNE, PAR ANDRE BOULLOCHE

10
C.F.D.T. : UN EFFORT DE REFLEXION ET DE COHERENCE
▶ Entretien avec Jacques Moreau, secrétaire confédéral, responsable du secteur politique

12
LARZAC : UN PAYSAN A LA MAIRIE, PAR EMMANUELE PLAS

16
CONGRES DU P.S.O.E. : REVIVRE A MADRID, PAR CLAUDE ESTIER

19
LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE
▶ VII - Autriche : Un précédent : fortes nationalisations et réussite économique
▶ Entretien avec le chancelier Bruno Kreisky

23
C.I.A. : CHASSE A « L'HOMME QUI EN SAIT TROP », PAR NINA SUTTON

26
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE », CETTE SEMAINE : COLETTE AUDRY

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANCOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (page 2) Coureuil (pages 4, 19) Cubo (pages 5, 23) Ferran (page 24) Hin (page 4) Lacroux (page 25) Pascal Lebrun (pages 1, 11, 21, 26, 27) Norma (page 17) Pym (pages 2, 12) Schatzberg (page 8) Sipa (pages 16, 18) Solo (pages 2, 4) Viva (page 13).



Raymond Barre, solennel, vu par Solo.

→ vre à la mesure de Poniatowski mais dont les conséquences apparaissent aussitôt beaucoup plus graves que ne l'avait supposé le gouvernement. Pris de court, Raymond Barre intervient solennellement lundi soir à la télévision pour tenter de justifier l'injustifiable. Et il perd à chaque phrase un peu plus d'une autorité déjà sérieusement entamée ces dernières semaines. Mardi, on en arrive enfin à ce qui était possible il y a plusieurs mois déjà : un médiateur est nommé, une négociation s'engage après que l'on eut reconnu positives les propositions faites par le syndicat du Livre. Quel bénéfice tirera le gouvernement d'avoir laissé le conflit pourrir pendant si longtemps, d'avoir contribué à aggraver les difficultés de centaines de travailleurs arbitrairement privés d'emploi, d'avoir été, par son indifférence ou son intransigeance, à l'origine de douze arrêts de travail en deux ans dans les quotidiens de Paris, dont les moins solides ont subi ainsi un lourd préjudice qui est aussi un coup direct à ce fameux pluralisme dont Valéry Giscard d'Estaing se prétend le champion ?

Curieuse méthode de gouvernement encore à propos de cette taxe professionnelle issue d'une loi maladroite, que Raymond Barre défendait encore le 26 novembre à la tribune contre l'U.d.r. déchaînée (voir la chronique de François Mitterrand dans notre numéro de la semaine dernière). Pour céder quelques jours plus tard aux injonctions des amis de Chirac, alors même que ceux-ci, soudain frappés d'amnésie, oublient qu'ils ont pris, un an plus tôt, une part décisive au vote de ladite loi.

Curieuse méthode encore que celle qui consiste à gonfler démesurément des événements mineurs pour en tirer des conclusions qui ne correspondent à aucune réalité. On l'avait constaté la semaine dernière à propos du Conseil des ministres tenu à Lille et présenté en haut lieu comme l'amorce d'un dialogue entre le Pouvoir et le P.s. alors qu'il était parfaitement clair que la poignée de main lilloise serait sans lendemain. Même jeu médiocre du président de la République lui-même rentrant mardi soir de Yougoslavie et utilisant un vote intervenu dans la journée sur un texte d'importance secondaire intéressant le Parlement européen pour laisser croire que le gouvernement est d'ores et déjà assuré d'une majorité dans le grand débat prévu pour la session de printemps.

Bluff, contradictions, incohérence, telles sont aujourd'hui les caractéristiques de l'action gouvernementale. Lorsqu'il avait, fin août, remplacé Jacques Chirac par Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing avait annoncé que l'on allait enfin s'attaquer aux vrais problèmes. Ce n'est pourtant que de la petite politique qu'il continue d'offrir aux Français.

CLAUDE ESTIER

Fondation Saint-Simon

22 MOIS DE CONFLIT AU "PARISIEN LIBÉRÉ"

Après 22 mois de conflit, le gouvernement s'est enfin décidé à nommer un médiateur pour tenter de résoudre l'« affaire » du « Parisien libéré ». Il n'aura pas fallu moins de trois jours de grève, d'une importante manifestation parisienne, de manifestations en province pour que Christian Beullac, ministre du Travail, reçoive, le 7 décembre, les travailleurs du Livre. Le même jour, la mission du médiateur, Jean-François Mottin, conseiller d'Etat, était précisée : une solution doit être trouvée avant le 15 janvier 1977. Après deux ans de conflit, la troisième année sera-t-elle la bonne ?

1er mars 1975 : la direction convoque le comité intersyndical. Elle propose deux solutions. Soit un « plan de survie », assurant la moitié du tirage habituel... et 500 licenciements. Soit un « plan de dernière chance » : la production est maintenue, mais on réalise un million d'économies sur la masse salariale en licenciant 150 personnes.

3 mars : l'imprimerie de la rue d'Enghien est fermée, les éditions régionales sont supprimées, l'édition grand format du « Parisien libéré » ne sort pas. Le comité d'entreprise n'a pu donner son avis, l'inspection du Travail n'a pas été consultée. « Le Parisien libéré » sort sur format tabloïd, à 405 000 exemplaires (le tirage de la veille était de 863 000 numéros).

5 mars : Amaury fait reparaître — clandestinement — les éditions régionales.

17 mars : la direction présente un plan de restructuration, puis l'abandonne quelques jours plus tard ; « le Parisien » sort toujours en petit format, tiré à 400 000 exemplaires.

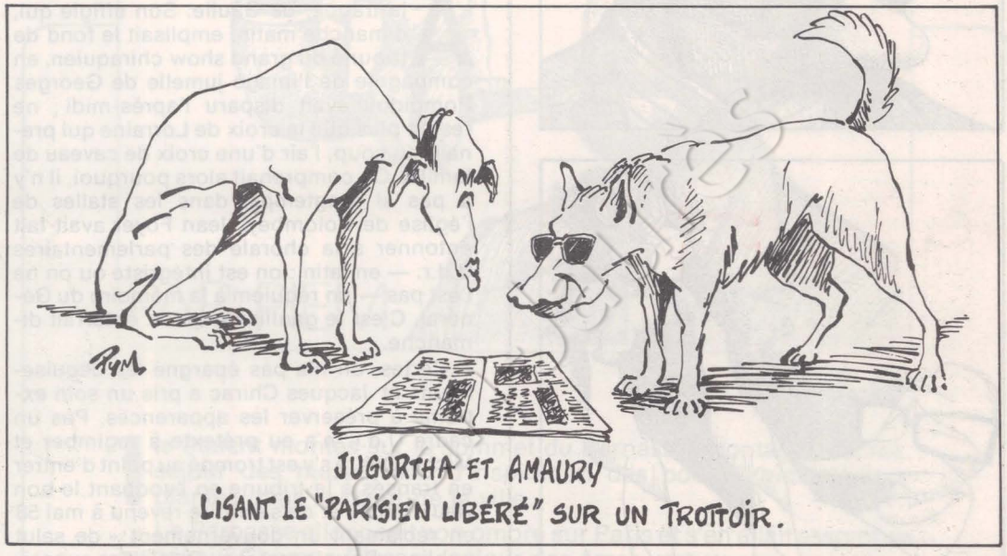
5, 6, 7 avril : la C.g.t., qui a toujours voulu discuter, le prouve en faisant un geste. Les ouvriers suspendent provisoirement les actions entamées pour obtenir des négociations (retard de la production du journal). Fin de non-recevoir de la direction.

Depuis le 3 mars, 300 ouvriers ne reçoivent plus aucun salaire. Pourtant, l'inspection du Travail vient de refuser les licenciements, en demandant le maintien de l'activité antérieure.

5 et 6 mai : entrevues entre syndicat et direction. Mais, le deuxième jour, Amaury annonce son intention de démanteler le service de documentation. Il se heurte, évidemment, à un refus et en profite pour rompre toute discussion.

7 mai : les ouvriers du « Parisien libéré » votent à bulletin secret. Question : « Faut-il suspendre la parution afin d'obtenir de réelles négociations ? » Réponse : oui, à 93,8 %. «Le Parisien libéré » ne paraît plus.

20 - 30 mai : Amaury fait imprimer en Belgique des éditions pirates. Elles paraissent en France à partir du 21. Pas toutes, certains camions arrivent vides à destination. Et, très vite, les exemplaires venant de Belgique seront accompagnés de policiers français. De même qu'une imprimerie, installée très vite à Saint-Ouen, travaille pour Amaury sous la protection de la police et de milices privées. Une autre, à Chartres, a été par la suite transformée aussi en Fort-Knox.



JUGURTHA ET AMAURY LISANT LE "PARISIEN LIBÉRÉ" SUR UN TROTTOIR.

27 mai : une grève nationale de 24 heures des ouvriers du Livre est suivie à 80 %.

9 juin : le tribunal des référés ordonne l'évacuation des deux imprimeries occupées depuis le 6 mai rue d'Enghien et rue des Petites-Ecuries. A la même époque, Michel Durafour, alors ministre du Travail, autorise 233 licenciements. Tout le mois de juin, partis de gauche et syndicats dénoncent ces procédés.

27 juillet : les ouvriers du Livre font le calcul : 2 milliards 300 millions de francs ont été dépensés par Amaury pour faire sortir son journal par des circuits parallèles.

6 août : sixième grève nationale du Livre C.g.t.

16 septembre : le tribunal de l'administration de Paris examine la légalité des licenciements.

8 octobre : les grévistes occupent une tour de Notre-Dame.

10 octobre : André Rossi, porte-parole du gouvernement, déclare : « C'est aux partenaires sociaux qu'il appartient de se concerter. Le gouvernement ne peut ni ne veut imposer aucune solution autoritaire ».

En 1976

30 janvier 1976 : les travailleurs du Livre bloquent l'autoroute Paris-Bruxelles à la frontière belge.

18 - 23 mars : ils occupent le paquebot « France ».

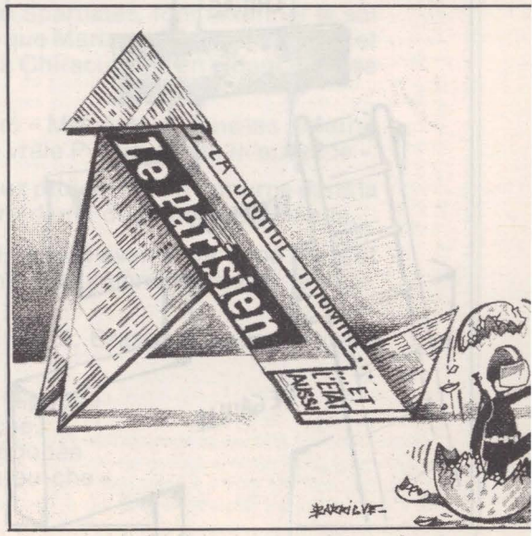
Juillet : à la fin du Tour de France, dont il est un des organisateurs, Amaury se voit décerner « le maillot jaune du chômage ». Les travailleurs du Livre distribuent une édition spéciale du « Parisien libéré » : « Spécial grève, édition Tour de France ».

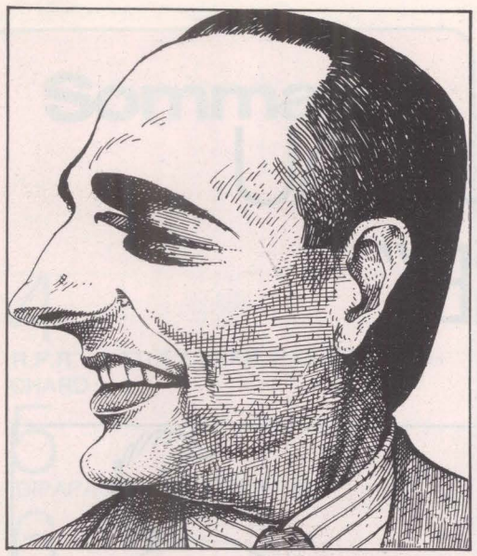
29 octobre : la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris juge 12 ouvriers du Livre, inculpés de détournement et de destruction d'exemplaires du « Parisien libéré ». Le procès se poursuit le 3 décembre.

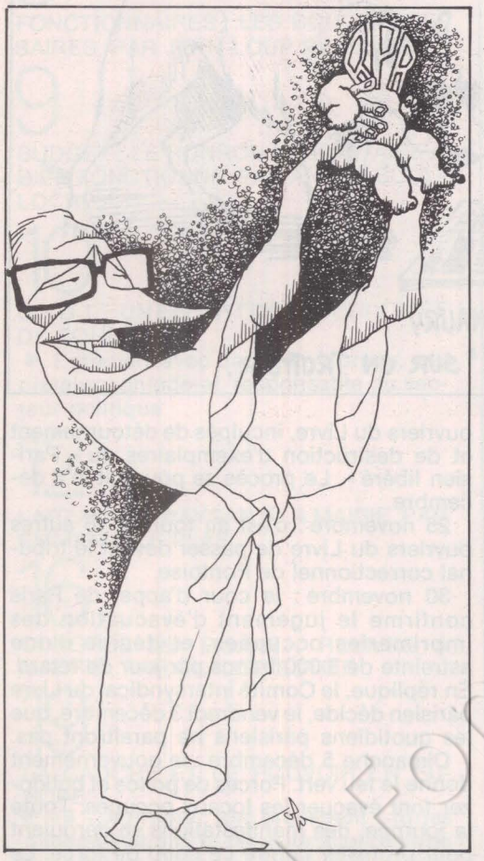
25 novembre : c'est au tour de 16 autres ouvriers du Livre de passer devant le tribunal correctionnel de Pontoise.

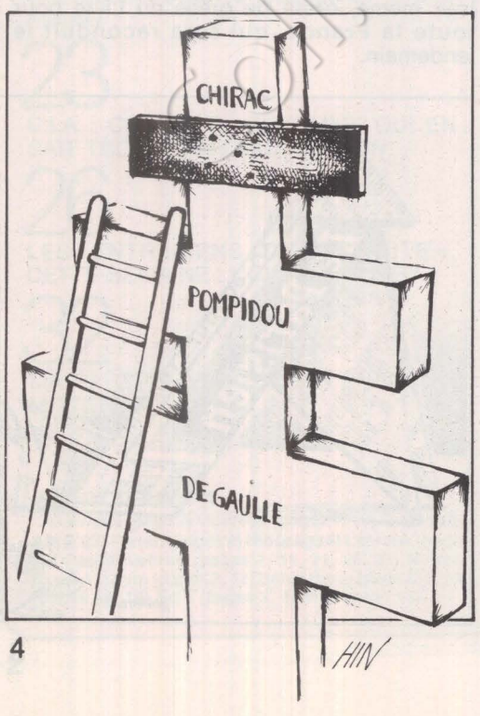
30 novembre : la cour d'appel de Paris confirme le jugement d'évacuation des imprimeries occupées, et décide d'une astreinte de 5 000 francs par jour de retard. En réplique, le Comité intersyndical du Livre parisien décide, le vendredi 3 décembre, que les quotidiens parisiens ne paraîtront pas.

Dimanche 5 décembre : le gouvernement donne le feu vert. Forces de police et bulldozer font évacuer les locaux occupés. Toute la journée, des manifestations se déroulent pour protester contre ce coup de force. Le jour même, ordre de grève du Livre pour toute la France, qui sera reconduit le lendemain.









R.p.r. LITTLE CESAR...

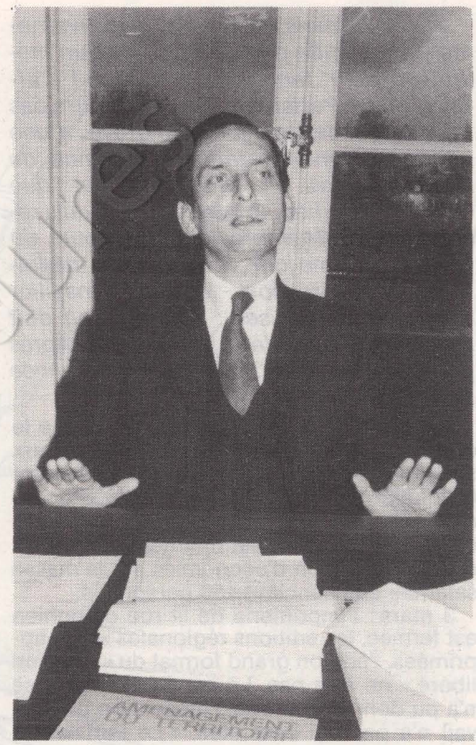
A la trappe, de Gaulle. Son effigie qui, dimanche matin, emplisait le fond de tribune du grand show chiraquien, en compagnie de l'image jumelle de Georges Pompidou avait disparu l'après-midi ; ne restait plus que la croix de Lorraine qui prenait, du coup, l'air d'une croix de caveau de famille. On comprenait alors pourquoi, il n'y a pas si longtemps, dans les stalles de l'église de Colombey, Jean Foyer avait fait entonner à la chorale des parlementaires U.d.r. — en latin : on est intégriste ou on ne l'est pas — un requiem à la mémoire du Général. C'est le gaullisme qu'on enterrait dimanche.

Certes, on n'a pas épargné les déguisements et Jacques Chirac a pris un soin extrême à préserver les apparences. Pas un cadre U.d.r. n'a eu prétexte à regimber et Michel Debré s'y est trompé au point d'entrer en transes à la tribune en évoquant le bon vieux temps et de se croire revenu à mai 58 en réclamant un gouvernement « de salut public ». Pour le reste, au Palais des expositions, on a récité le cathéchisme. Une cuillerée pour la fidélité aux institutions, une cuillerée pour l'indépendance nationale, une cuillerée pour la « participation » : les vieux fidèles n'ont pas vu tout ce qu'on leur faisait avaler avec.

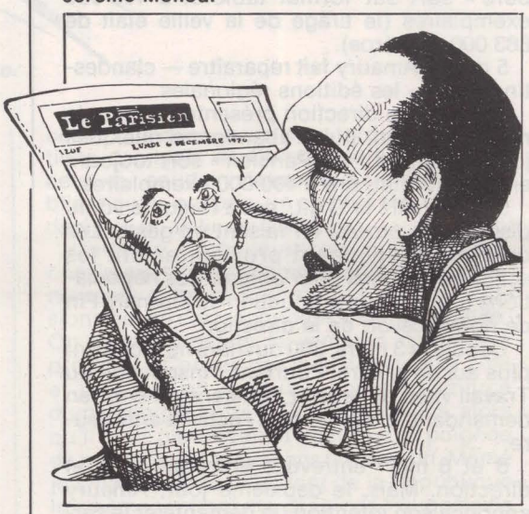
Pourquoi Monod

Ce qui prouve qu'ils n'avaient pas regardé de très près le manifeste que leur a proposé Chirac. C'est un fourre-tout où chacun peut trouver ce qu'il veut, soit. Mais le contenu général, malgré les invocations rituelles au gaullisme, ressemble fort à l'opuscule publié récemment par Valéry Giscard d'Estaing. De même pour le discours, porte de Versailles, du président du Rassemblement pour la République, puisqu'il consistait essentiellement à paraphaser ce manifeste. Essentiellement : car le reste fut un habile slalom entre les affirmations peu compromettantes contre « le collectivisme » et les idées générales les plus prudentes. Rien non plus, dans les couplets démagogiques sur les agitateurs ou sur les instituts de sondages, sur « la » liberté ou sur les petits commerçants, qui pût rappeler un instant quelqu'un dans la vareuse duquel l'homme du R.p.r. flotterait beaucoup.

Ceux même qui avaient gobé le coup de la renaissance du gaullisme ont dû, en tout cas, se poser dès mardi quelques questions. L'avant-veille, au Palais des expositions, un grand vent de rétro était passé avec les deux orateurs précédant Chirac à la tribune de l'U.d.r. « rénovée » : Maurice Schumann, 65 ans, et Bernard Lafay, 73 ans, deux vieux routiers de la belle époque... Mais mardi le président du R.p.r. prenait sa première décision, ô combien significative : c'est un technocrate, parfait produit de l'Ena, Jérôme Monod, qu'il a désigné comme secrétaire général du Rassemblement.



Jérôme Monod.



134 000 départs

Bien entendu, ce nouvel épisode de l'histoire de la droite en France ne se découpe pas en « avant le 5 décembre » et « après le 5 décembre ». Tout s'était joué bien avant. A la porte de Versailles, on distribuait aux journalistes une étonnante brochure, « Quelques grandes dates », faisant remonter au 1er juin 1958 (investiture de De Gaulle comme président du Conseil) la filiation du rassemblement chiraquien. En fait, on aurait pu le faire découler de ce début de l'après-gaullisme

qu'est le 15 juin 1969, quand Pompidou s'installe à l'Elysée : c'est du pompidolisme plus que d'autre chose que peut se réclamer Chirac, qui fut jadis le préféré de tous ces « jeunes loups » plus affamés de pouvoir qu'intéressés par une histoire politique à laquelle ils n'avaient pas participé.

Appétit qui n'a fait que croître jusqu'au 14 décembre 1974, le jour où Chirac lança son mini-coup d'Etat pour contrôler la direction de l'U.d.r. Avec une arrière-pensée à plus long terme : « L'horizon 81 — voire plus tôt, qui sait », commentait cette semaine-là « l'Unité » en parlant de « la naissance du chiraquisme ». Fascinés qu'ils étaient par l'agitation du leader et de l'appareil qui l'entourait, beaucoup d'observateurs n'ont pas vu ce qui se passait au plus profond de l'U.d.r. depuis cette main basse sur le parti gaulliste : l'U.d.r. s'est considérablement modifié.

Cela ne s'est pas tellement vu de l'extérieur, mais la réalité est là : la base U.d.r. a changé. A 60 %, estiment les opposants. Le plus résolu d'entre eux, l'ancien ministre Jean Charbonnel, estime ainsi qu'une nouvelle clientèle est arrivée en même temps que s'en allaient près de 134 000 « militants opposés à la droitisation-giscardisation de l'U.d.r. ».

« Toute la majorité »

Voilà pourquoi, à la tête d'un mouvement transformé bien plus que dans son simple sigle, on va pouvoir envoyer les barons à la retraite et larguer le passé tout doucement : rien ne presse dans la dégaullisation, Chirac venant tout juste de dégiscardiser l'U.d.r. quand il n'a plus eu intérêt à la giscardiser. Pourquoi pas, après tout, puisqu'il s'agit de tout autre chose que l'U.d.r. ?

Le R.p.r. n'est plus qu'une grosse machine qui va mobiliser à partir d'idées simples : l'idéologie de l'homme fort, du « Chirac t'es un crack », comme le disaient les banderoles du Parc des expositions : la volonté — pas moins ! d'empêcher la gauche de gagner en 1978, de changer le rapport de force avec l'Elysée et, si possible, de dévorer les chers alliés : la plus forte ovation de dimanche, c'est quand Chirac a évoqué un R.p.r. devenant « toute la majorité ».

Pas plus qu'il n'est souhaitable de faire de distingos trop subtils entre les diverses familles d'une même droite, il n'est pas question de sous-estimer la menace de quelqu'un qui a si agressivement déclaré la guerre à la gauche. Simplement faut-il faire la part du bluff chez ce petit César et penser à ce qu'il est allé chercher si haut en s'installant tour Montparnasse : du 35e étage, une vue plongeante sur, là-bas, l'Elysée. Puisque, en ce qui concerne l'Elysée, il n'y a plus que la vue qui reste imprenable...

SERGE RICHARD

DIPAPACÉQUOI L'ODYSSEE



PAR PIEM

Ils étaient montés sur le sommet du Parnasse, montagne sacrée, séjour des muses, lieu d'inspiration des poètes, hideuse tour plantée dans le cœur de la ville.

Le Parnasse allongeait son ombre sur Paris et s'en allait assombrir jusqu'aux Champs-Elysées, séjour des âmes vertueuses.

— Par Zeus ! dit le père, en admirant la plaque en cuivre du R.p.r., ici se trouve le siège de la nouvelle Odyssée.

— Dis, papa, c'est quoi l'Odyssée ?

— L'aventure mythique du retour de Chiraculysse après la guerre des Trois groupes de la majorité présidentielle.

— Raconte-moi l'aventure.

— Un jour, Chiraculysse, fils de Dédale et d'Antipéaisse, pénètre à l'intérieur du Cheval des Trois. Il espère ainsi gagner le prix du président de la République. Cette attitude agressive horripile, euripide Icare d'Estaing qui s'efforce d'embraser le soleil. Les ailes fragiles de la majorité se décollent et ne supportent plus le père de Démocratie française.

— Triste cire, dit le fils.

— PoniAchille, très talon rouge, à la suite d'une blessure d'amour-propre, demande au Cyclope de la société libérale avancée de faire de l'œil à la majorité silencieuse qui est séduite par le chant des sirènes chiraquiennes.

— Belle Macédoine !, soupire le fils.

— Déjà les sirènes, chaussées de Spartiates, font résonner le sol sous leurs pas cadencés. C'est alors que Mariane, fille de Gavroche et de Pasiphaé, donne du fil à retordre à Chiraculysse en aidant Péaisse à sortir de ce labyrinthe.

Chiraculysse interroge l'oracle. « Menélas ! Ménélas ! Maine hélas ! lui dit-elle, ton projet est une vraie Pythie, va ! tu m'euripide ».

Chiraculysse abandonne ses beaux projets et s'en retourne dans la cuisse de Jupiter qui, depuis, souffre d'une douloureuse phlébite.

Pendant que le père parlait ainsi, la nuit avait enveloppé Pâris et l'enfant, émerveillé, regardait s'allumer les lumières de la ville, la vraie, celle d'en bas.

A quelques pas de là, rue de la Gaité, Brassens fredonne cette vieille chanson :

« Je m'suis fait tout petit devant l'épopée
Qui fait maman quand on y touche.
Je m'suis fait tout petit devant l'épopée
Qui crie Chirac quand on la cou-ou-che ».

Fonctionnaires

LES BOUCS-EMISSAIRES



LE conflit inquiétant déclenché par le Cid-Unati de Gérard Nicoud contre les agents du fisc tombe à pic pour le gouvernement. Au moment où l'affaire Dassault montrait la face cachée d'une fiscalité aggravant les inégalités au lieu de les corriger, l'opération de Nicoud apparaît comme une grossière manœuvre de diversion.

Sans doute le leader de ce mouvement aurait-il de nombreux motifs de se plaindre de la situation difficile que connaissent aujourd'hui le petit commerce et l'artisanat dans notre pays. Mais, en détournant le réel mécontentement des catégories qu'il veut défendre sur des fonctionnaires tenus d'appliquer des textes dont la responsabilité incombe entièrement au gouvernement, il se trompe d'adversaire. Il est probable que les jeunes inspecteurs du fisc, tous frais émoulus de l'Ecole nationale des impôts de Clermont-Ferrand, n'ont pas toujours cette compréhension et cette souplesse nécessaires qui viennent avec l'expérience. Il est même certain que l'arrivée de tels inspecteurs chez un petit commerçant peut provoquer chez ce dernier, qui n'est le plus souvent ni fraudeur ni de mauvaise foi, une véritable angoisse. Le récent suicide d'une commerçante du Touquet, qui venait d'être avisée d'une inspection prochaine, le prouve bien. Mais pourquoi laisser croire, avec le soutien d'une certain presse, que ce suicide aurait été provoqué par l'attitude d'un inspecteur totalement extérieur au drame ? Et, surtout, comment admettre la constitution de milices d'autodéfense des commerçants prenant les agents du fisc comme boucs émissaires ?

Les gros : tous les 7 ans

Les inscriptions et les affiches placardées un peu partout sur les bâtiments des Impôts qui disent « fisc = assassins », les menaces écrites ou téléphoniques reçues par des dizaines d'inspecteurs (parfois, des menaces de mort sur l'inspecteur ou même sa famille), la semaine passée, sont extrêmement choquantes et inquiétantes. Sans parler des inspecteurs insultés, séquestrés, molestés ou menacés d'une arme ni même des attentats commis sur des locaux administratifs. Il ne s'agit pas d'imputer l'ensemble de ces actes au Cid-Unati. Néanmoins, la violence des attaques de ce mouvement contre les agents du fisc et le renforcement de ses milices anti-fisc déjà existantes — dont certaines ont constitué un fichier sur les vérificateurs — ont provoqué une profonde émotion chez les fonctionnaires des Impôts. Non sans peine, leur intersyndicale (Snadgi-C.g.t., Sni-C.f.d.t., Sgi-F.o. et Syndicat national unifié) a obtenu que Michel Durafour, ministre chargé de l'Economie et des Finances, dépose une plainte en justice contre le Cid-Unati.

Mais cette action et les propos de Durafour pour expliquer que les agents du fisc ne sont que des exécutants ont été pris à contre-pied par la déclaration de Valéry Giscard d'Estaing à Lille, le 1er décembre. Comme s'il avait oublié le fonctionnement du ministère de la rue de Rivoli, le président de la République, non sans arrière-pensées électoralistes, a proposé la création « d'un corps de contrôle des agents du fisc » pour « tenir compte des droits de la personne » et éviter les contrôles abusifs.

Tout comme ses collègues de l'intersyndicale, Jean Saunier, secrétaire général du Sni-C.f.d.t., a été choqué par ces propos : « Giscard d'Estaing accrédite ainsi l'idée qu'il existe effectivement des contrôles abusifs et que les inspecteurs ne sont pas eux-mêmes contrôlés. C'est conforter Nicoud. Surtout, c'est parfaitement contraire à la réalité ». Daniel Roth, du Snui, ajoute que si aucun système n'est parfait, toutes les garanties existent pour celui qui fait l'objet d'une vérification.

« Quant au contrôle des inspecteurs que préconise le chef de l'Etat, poursuit Roth, il connaît assez la maison pour ne pas pouvoir ignorer son existence et son efficacité : les inspecteurs sont étroitement contrôlés par des inspecteurs principaux eux-mêmes coiffés par des directeurs divisionnaires placés sous la surveillance de directeurs départementaux, le tout étant coiffé par les directeurs régionaux. Sans parler de l'inspection des Finances, qui fait des descentes comme ce fut récemment le cas à Bordeaux, où une dizaine d'inspecteurs des Finances ont tout passé au peigne fin pendant 45 jours. Giscard connaît bien tout cela, donc ses propos relèvent de la démogogie et de l'opération politique ».

Il est vrai que les commerçants et artisans sont depuis peu l'objet d'une certaine sollicitude. Ainsi les artisans vont-ils bénéficier d'un relèvement de 13 500 F à 20 000 F de la décote qui leur permet de ne pas reverser l'intégralité de la T.v.a. perçue au Trésor. Pour un artisan qui fonctionne sur un forfait fiscal de 150 000 F, avec une marge de 50 %, ce relèvement de la décote lui permettra de conserver 4 800 F de T.v.a. Cependant ce type de cadeaux électoraux n'est pas de nature à résoudre la crise que traversent commerçants et artisans et dont la politique menée à leur égard au cours des dernières années est largement responsable.

Accusés, menacés, les agents du fisc sont passés à la contre-attaque. Outre l'action menée par l'intersyndicale, le Sgi-F.o. a demandé la dissolution du mouvement de Nicoud. Il a également révélé qu'un des responsables pour le Val-d'Oise et les Yvelines du Cid-Unati, Jacques Vioux, chef d'une brigade d'autodéfense nombreuse et musclée, « est débiteur d'arriérés d'impôts de plus de 10 millions d'anciens francs représentés principalement par la T.v.a. non reversée au fisc, ce qui s'apparente à un détournement de deniers publics ». Le syndicat a ainsi voulu montrer que, chez certains des porte-parole du Cid-Unati, l'action au sein de ce mouvement peut aussi servir des intérêts personnels peu exemplaires. Les syndicats des Impôts doutent d'ailleurs que l'action menée aujourd'hui par le Cid-Unati ait l'assentiment de la grande masse des commerçants et artisans. D'où une lettre que leur a adressée le Snadgi-C.g.t. pour expliquer les difficultés des agents du fisc et dénoncer la politique fiscale et économique du gouvernement dont sont victimes les couches défavorisées.

Fourcade provocateur

On peut espérer que la voix de la raison l'emportera dans ce mauvais conflit. Il est vrai que des propos comme ceux tenus par Jean-Pierre Fourcade, lorsqu'il était ministre des Finances et selon lesquels « ses agents, de gauche la plupart du temps, faisaient du zèle pour créer le mécontentement en espérant qu'il se traduira par un renversement de la majorité en 1978 », n'ont pas contribué à poser les vrais problèmes... En attendant donc que la gauche informe réellement les citoyens, qu'elle corrige les inégalités fiscales, protège le petit commerce et permette aux agents des Impôts de travailler autrement qu'au rendement et par la répression, il convient, pour l'heure, que le ministre des Finances garantisse au moins la sécurité de ses agents.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie politique

PONIATOWSKI ET LA SAVAK

A Grenoble, 35 étudiants iraniens font la grève de la faim. D'autres aux Etats-Unis, en R.f.a., en Autriche, en Grande-Bretagne, en Italie, en Suède, campent devant les ambassades de France ou les consulats. Tous protestent contre l'attitude du gouvernement français. Celui-ci, après l'attentat contre un « diplomate » iranien — membre de la police politique, la Savak — a emprisonné deux suspects et expulsé quatre autres Iraniens. L'étrange réside dans la suite, dans la manière dont Michel Poniatowski est intervenu. Jean-Pierre Cot a pu poser une question écrite demandant au ministre de l'Intérieur les « raisons pour lesquelles il a pris délibérément le parti d'entraver le déroulement régulier du procès qui seul permettrait à la Justice de faire toute la lumière ». Et il n'a pas reçu de réponse. La question est donc toujours posée : que veut cacher le gouvernement ?

POUR LE PEUPLE CHILIEN

Deux occasions de manifester concrètement la solidarité des socialistes français avec le peuple chilien.

La première est fournie par l'Union des journalistes antifascistes chiliens : jusqu'au 18 décembre, cette Union organise à la librairie de la C.f.d.t. (26, rue de Montholon, Paris 9e) une exposition de 100 dessins de presse, de photos, de journaux clandestins, de livres, de tracts etc sur le thème « Chili 1976 ».

De son côté, l'association France-Amérique latine lance une grande campagne d'aide aux cantines populaires au Chili. Car il faut savoir que la faim s'est installée là-bas ; 70 % de la population est touchée par la dénutrition, maladies et mortalité infantiles sont en recrudescence. La solidarité du peuple chilien lui-même a permis de faire naître les cantines populaires, qui distribuent un repas par jour à 30 000 enfants. Il faut que ces cantines survivent et que notre solidarité relaie celle-là. Sur la base de 5 F par repas pour un enfant, France-Amérique latine recueillera votre soutien (11, rue du Caire, 75002 Paris - chèques bancaires ou postaux à cet ordre en spécifiant « Cantines populaires »). On peut aussi lui louer son exposition « Cantines populaires au Chili », composée de photos et de tapis artisanaux représentant la réalité chilienne.



Les grévistes de la faim de Grenoble.

ENCORE FOYER

Comme elle a su trancher, dans le conflit du « Parisien libéré », en faveur du droit du capital sur le droit du travail, la Justice vient, en appel, de donner raison à Jean Foyer contre le Syndicat de la magistrature. Condamné en avril dernier à 1 000 F d'amende et 6 000 F de dommages et intérêts pour un article diffamant à l'encontre du S.m., l'ancien Garde des Sceaux, président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, vient d'être relaxé en appel. La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a jugé que si les propos de Foyer n'avaient pas été amenés, il n'en avait pas moins été de bonne foi dans ses attaques qui, estime-t-elle, visaient plus certains magistrats que le S.m. dans son entier. Naturellement, ce jugement ne satisfait pas le syndicat qui s'est pourvu en cassation.

GANGSTER, MAIS R.I.

Jacques Médecin et ses amis giscardiens des Alpes-Maritimes ne sont pas sortis des ennuis. On soupçonnait le gangster Spaggiari, organisateur du fameux « casse » de la Société générale de Nice, d'appartenir aux Républicains indépendants. Ce n'est plus un soupçon : « le Canard enchaîné » publie cette semaine la carte de R.i. de Spaggiari, telle qu'elle lui avait été délivrée en 1974 par Fernand Icart, député du parti de Valéry Giscard d'Estaing.

PARIS-DEMAGO

« Paris-Tel » est un mensuel d'« informations locales » distribué gratuitement dans les 16e, 17e arrondissement de Paris ainsi qu'à Neuilly. Son président directeur général est un certain Guy-Victor Labat, qui tenta naguère de faire de la politique en se présentant au dernières municipales et aux législatives de 1968 et de 1973 sous l'étiquette centriste.

Dans le dernier numéro de son journal, Labat, qui signe l'éditorial, pond cette perle de démagogie : « A quel niveau gouvernemental a été décidée la date insensée du mardi 2 novembre, soit après deux jours de congés légaux, pour augmenter le prix de l'essence ? Il suffisait, en effet, de reporter cette date au mercredi 3 novembre pour éviter que les automobilistes, déjà durement touchés, ne soient volés de plusieurs milliards d'anciens francs ». On a les campagnes anti-inflationnistes qu'on peut !

LA MACHINE A SOUS

Parlant vendredi dernier devant les adhérents du Mouvement national des élus locaux (M.n.e.l.), Raymond Barre, à propos des collectivités locales, a décrié « la mauvaise solution des subventions ». Bien dit ! Et bien dit devant les membres de cette organisation d'élus locaux appartenant à la majorité ou proches d'elle.

Car les subventions, dans ces milieux, on connaît. Au point que, période d'austérité ou pas, elles engraissent des groupuscules plus utiles à certaines tâches pour le Pouvoir que réelles en tant qu'organisations. Ainsi, des documents en notre possession établissent-ils que, pour son exercice du 30 mars 1975 au 30 mars 1976, l'Association nationale des jeunes élus locaux (A.n.j.e.l.) a recueilli 750 francs de cotisations individuelles (soit tout juste la moitié du coût de l'impression de leurs cartes !) ; mais aussi... 34 000 francs lourds de subvention gouvernementale. Après quoi, du 30 mars au 30 mai 1976, aucune autre cotisation n'est rentrée, mais le gouvernement, bon prince, a ajouté une rallonge de 9 000 francs.

changer la vie sociale et économique

LES MAUVAISES RAISONS

Dans l'arsenal des raisons qui expliquent — à son avis — le déficit de la Sécurité sociale, le gouvernement vient d'innover. Christian Beullac, ministre du Travail, a expliqué que ces dépenses de Sécurité sociale vont s'accroître à cause du remboursement des frais de contraception et d'interruption de grossesse. 600 millions de francs par an, a-t-il précisé. Un oubli dans les calculs du ministre : nulle part ne viennent en déduction des dépenses de la Sécurite sociale les sommes autrefois nécessaires aux soins des femmes hospitalisées d'urgence après des avortements clandestins... A moins que les faiseuses d'anges n'opèrent toujours, faute d'une application réelle de la loi Veil en milieu hospitalier ?

NAUFRAGES A SAINT-MALO

Vingt mois de conflit pour les travailleurs des chantiers navals de la Siccna : Saint-Malo abrite donc l'un des plus longs conflits de France.

Il y a deux ans, la Siccna était un chantier d'où sortaient thoniers, chalutiers, vedettes, crevettiers et employait 450 personnes et 120 intérimaires. De plus, elle faisait vivre au moins 500 personnes par la sous-traitance. Réputation internationale, personnel qualifié, carnet de commandes plein... Pourtant, en mars 1975, la Siccna dépose son bilan. Diagnostic de la C.f.d.t. : incapacité du patron, qui régnait en monarque absolu, à assurer une gestion financière saine. Le 12 juin, les travailleurs de cette société décident d'occuper le « Magellan », magnifique thonier qu'ils ont construit. Et depuis, ils se battent pour qu'une solution industrielle soit trouvée afin de préserver les emplois et les intérêts des travailleurs licenciés.

Vingt mois de conflit, vingt mois de misère, affirme la C.f.d.t., qui constate que 7 divorces sont intervenus parmi les chômeurs, sans parler des naufrages solitaires (alcoolisme pour certains). C'est pour obtenir réparation que les travailleurs de la Siccna ont décidé de s'adresser à la Justice pour réclamer des dommages et intérêts.

MENACES SUR DERRUPPE

de notre correspondant.

Les 386 travailleurs de l'entreprise Derruppé (filiale Poclain), à Bordeaux, s'inquiètent de l'avenir incertain de leur usine spécialisée dans le matériel de travaux publics. Le personnel a été mis en chômage technique partiel pendant la première quinzaine du mois de novembre et subira le même sort durant les 15 derniers jours de décembre. La direction a pris ces mesures afin de réduire la production, des stocks très importants de machines restant à écouler.

A l'origine de l'actuelle situation de l'entreprise, des modifications de structures et d'activités, et l'accord Poclain-Volvo. En 1974, une grosse chute des ventes entraînait une réduction d'horaires sans compensation. Puis, 75 travailleurs étaient licenciés alors que le réseau commercial était supprimé totalement et remplacé par celui de Poclain. Aussitôt, le Comité d'entreprise faisait part de ses inquiétudes sur la capacité du nouveau réseau à assurer la charge de travail suffisante pour la production de Bordeaux. Conséquence de cette substitution : une diminution des ventes. Selon les syndicats, celle-ci n'a pas été due à une carence du réseau Poclain, mais plutôt à une politique délibérée, décidée au plus haut niveau du groupe et servant de prétexte à la liquidation de l'usine bordelaise, à plus ou moins long terme.

L'accord de commercialisation Poclain-Volvo, conclu en 1975, a été également l'objet de nouvelles préoccupations des travailleurs. Initialement, d'après la directioin, il ne devait avoir aucune incidence sur le matériel Derruppé, ou tout au moins pas avant trois ans. Or, des déclarations et des décisions de M. Bataille, P.d.g. de Poclain, ont montré que ce contrat portait atteinte à la gamme de fabrication Derruppé plus tôt que prévu, en entraînant, dès 1977 , la cessation de fabrication des engins les moins rentables de l'entreprise bordelaise, au profit de la commercialisation des machines Volvo, identiques en puissance et en utilisation. Trompés sur cet accord Poclain-Volvo, les syndicats s'interrogent sur son contenu exact qui n'a jamais été porté à la connaissance du Comité d'entreprise.

Depuis qu'il a été signé, de nombreux composants de matériels, fabriqués jusqu'alors directement par l'usine, sont sous-traités par des industries spécialisées. D'autre part, les machines les plus rentables ont été commercialisées sous la marque Poclain et non plus Derruppé. Cette mesure ne marquet-elle pas le commencement de la mainmise de Poclain sur les matériels les plus compétitifs de Derruppé ?

En 1976, un nouveau programme d'activités a été appliqué et s'est concrétisé par une augmentation des fabrications, mais la vente n'a pas suivi. Cet été le carnet de commandes a décru rapidement et le niveau des ventes s'est affaibli considérablement. La prévision du stock de machines pour le 31 décembre, dépassant largement les limites supportables pour l'entreprise, le chômage technique partiel est décidé afin de réduire la production. Si la mévente persiste des licenciements deviendront inévitables au début de 1977.

JEAN-PIERRE BEDEI

SOYEZ PROPRIETAIRE AU LARZAC

Pour empêcher l'achat des terres du Larzac par l'armée, le Comité départemental de sauvegarde du Larzac lance un deuxième groupement foncier agricole, le G.f.a. Larzac 2, le G.f.a. Larzac 1 ayant atteint la dimension maximale prévue par le texte administratif. Le G.f.a. 2 propose donc au public d'acheter des propriétés mises en vente sur le Larzac pour que l'armée ne puisse les acquérir. L'armée faisant de la surenchère, le G.f.a. a besoin de sommes importantes.

En ce moment la propriété appellée la Tune est à vendre pour la somme de 900 000 F. Cet achat revêt une grande importance stratégique puisqu'il empêchera l'armée de s'étendre au sud du plateau. Il faut trouver cette somme avant le 31 décembre. Une part du G.f.a. 2 coûte 1 000 francs, mais elle peut être acquise en copropriété — comme nombre de nos lecteurs l'avaient fait pour le G.f.a. 1.

Pour acheter une ou plusieurs parts, il suffit d'écrire au Comité départemental de sauvegarde du Larzac, Chambre d'agriculture, route de Moyrazès, 12009 Rodez (établir le chèque à l'ordre de « maître de Roquetaillade, notaire à Millau » en mentionnant au dos du chèque : « Pour le G.f.a. Larzac 2).

VICTOIRE A LA S.G.E.

Après 12 jours de grève, les plombiers de la Société de gérance d'eau (S.g.e.) ont obtenu entière satisfaction. Commencée le 8 novembre, la grève dans cette société parisienne a été suivie à 90 % par les salariés qui, en assemblée générale, ont décidé d'occuper les locaux de leur entreprise, de faire connaître les raisons de leur conflit et d'alimenter la caisse de grève. En dépit de la petite taille de la S.g.e., les grévistes ont eu raison de l'obstination de la direction. Désormais, cette société est affiliée à la convention collective du bâtiment. Le droit syndical se voit reconnu dans l'entreprise et les 12 jours de grève seront payés intégralement.

LE "RONRON MAJORITAIRE" A BIEN FONCTIONNÉ

Avec ses 333 milliards, le budget pour 1977 a été voté par une majorité, considérée par ailleurs comme frondeuse, avec une remarquable docilité.

Présenté comme accompagnant une croissance avantageusement prévue à 4,8 %, il prétend se situer dans le cadre d'une reconduction paisible. La discussion à l'Assemblée a déplacé à peine plus de 200 millions, soit moins d'un millième des sommes concernées. Le ronron de la majorité a bien fonctionné, les critiques de l'opposition ont été dédaignées avec superbe, et les événements extérieurs placidement ignorés, comme si ce qui se passe en dehors du Palais Bourbon ne concernait pas les groupes majoritaires.

L'opposition a fait ce qu'il était en son pouvoir pour troubler cette apparente bonne conscience. Elle a dénoncé un camouflage budgétaire porté chaque année à un plus haut degré de perfection, rendant toujours plus illusoire l'exercice du contrôle parlementaire.

Elle a mis en lumière le trou croissant que la majorité et son gouvernement creusent dans les finances publiques : 60 milliards sur les deux années 75 et 76, et 10 à 20 milliards supplémentaires, dans une hypothèse optimiste, sur 1977. Elle a montré le caractère récessionniste de ce budget de 1977 qui, compte tenu des collectifs, n'est en augmentation que de 6 % sur celui de 1976, alors que la hausse des prix, dans les conditions les plus favorables, sera de 8 %.

Encore faut-il tenir compte de ce que, les dépenses militaires de fonctionnement étant en croissance réelle, les dépenses civiles se trouvent minorées d'autant.

Nous avons souligné la stagnation des créations de postes dans la fonction publique, les chiffres étant du même ordre que ceux de 1976, et très inférieurs à ceux de 1968 et 1969, alors que nous sommes dans une crise majeure de l'emploi.

Nous avons aussi mis en lumière le fait que les dépenses de l'Etat en matière d'équipements publics civils — hors P.t.t. — étaient avec 41,5 milliards exactement au niveau de 1976 en francs courants, et donc en régression d'au moins 8 % en volume sur l'année précédente.

Malgré les dénégations du gouvernement, il est bien évident qu'un tel budget n'est pas compatible avec l'exécution du VIIème Plan. Mais nous savions bien que le Plan, malgré ses insuffisances, représentait pour le gouvernement un miroir aux alouettes destiné à faire rêver les naïfs et à servir d'alibi à une politique économique conservatrice et sans perspective réelle.

En fait l'Assemblée s'est trouvée devant un texte bâclé pendant le mois de septembre, dans lequel le gouvernement a voulu marier le budget Chirac et la plan Giscard-Barre. Il en résulte un certain nombre d'incohérences. Mais, derrière ces absurdités, les grandes lignes sont claires : plus aucune priorité pour l'emploi, qui devient un sous-produit ;

PAR ANDRE BOULLOCHE

reconstitution des profits des entreprises, invitées, mais non obligées, à les utiliser pour l'investissement ; austérité pour les travailleurs à qui l'on promet le maintien de leur pouvoir d'achat, mais il s'agit d'un plafond et tous les freins jouent dans le sens de sa diminution.

Pendant que ce budget se discutait bien tranquillement au Palais Bourbon, entre le 19 octobre et le 21 novembre à 4 heures du matin, la conjoncture évoluait rapidement et les informations économico-politiques s'accumulaient sans troubler la quiétude du gouvernement et de sa majorité !

Seul élément favorable, la production industrielle avait atteint l'indice 128 en septembre, mais on nous apprenait en même temps que ce chiffre était sûrement gonflé et que la production stagnait en octobre.

Le chômage, lui, allait grand train. Il avait battu son record absolu au mois d'octobre et les offres d'emploi tombaient en chute libre.

La situation du commerce extérieur se dégradait rapidement, les importations progressant beaucoup plus vite que les exportations, parallèlement à la mauvaise tenue du franc qui restait très faible.

L'indice des prix de septembre, connu fin octobre, avait marqué une hausse de 1,1 %, ce qui était considérable. Parallèlement, le Premier ministre avait annoncé que la hausse des prix serait forte en novembre à cause de la majoration du prix des carburants, mais que la baisse de la T.v.a. aurait une influence favorable au mois de janvier, ce qu'il faut tout de même souhaiter et qui sera d'ailleurs automatique. Cependant, comme on a su depuis que l'indice d'octobre avait été mauvais, lui aussi, le taux d'inflation sur 1976 dépassera 10 %

Enfin, François Ceyrac, pendant le même laps de temps, a déclaré qu'on ne pouvait garder indéfiniment des salariés en surnombre, ce qui signifiait, en termes clairs, que l'on allait licencier massivement. On sait avec quel éclat il a depuis été relayé dans ce genre de déclaration par le ministre du Travail lui-même.

Tous ces éléments venus de l'extérieur éclairent d'un jour révélateur le budget de 1977 tel qu'il a été voté par la majorité.

On aurait pu penser que de tels avertissements inciteraient le gouvernement à réviser sa politique économique. Il n'en est rien. Il s'obstine à vouloir bloquer le pouvoir d'achat des travailleurs et à attendre la reprise économique du développement de l'exportation et de l'investissement productif qu'elle peut engendrer.

Mais il est de plus en plus évident que le commerce mondial se ralentit, et que sa croissance confine à l'arrêt dans la plupart des démocraties occidentales. La compétition devient de plus en plus dure et, compte tenu de la fragilité de notre franc, nous y sommes très mal placés.

La situation est donc bloquée et l'on va de façon presque certaine vers le maintien, voire l'aggravation de la stagflation dont les travailleurs sont et seront de plus en plus les premières victimes. Comme ils s'en aperçoivent chaque jour davantage, on compte sur la menace d'un chômage aggravé pour les obliger à se tenir tranquille.

Leur propose-t-on seulement des compensations sur le plan de la justice ? Nullement, le budget ne comporte aucune mesure véritable de lutte contre les inégalités.

Et que dire de la réforme fiscale ? On grignote peu à peu les avantages arrachés par les travailleurs dont les revenus sont déclarés par des tiers. Quant à l'impôt sur les grandes fortunes, qui aurait pu revêtir une valeur symbolique, il est maintenant complètement abandonné par la majorité.

En fait, le gouvernement, avec son budget, s'enfonce dans sa politique de classe. Il n'a jamais eu la confiance des travailleurs, il est en train de perdre celle de ses propres troupes. Mais il est trop engagé, trop dépendant de ceux qu'il représente pour pouvoir changer de direction.

Le plan Giscard-Barre n'a été explicitement approuvé, à son annonce, que par le patronat. Dès lors, tout était clair. Tout l'est également pour nous, socialistes, qui avons rejeté ce budget, dont les dispositions injustes et conservatrices tournent le dos aux solutions issues du programme commun de la gauche, caractérisé, lui, par la justice et le dynamisme.

UN EFFORT DE REFLEXION ET DE COHERENCE

L'UNITE : Depuis le dernier congrès d'Annecy en mai 1976, la C.f.d.t. a insisté plusieurs fois sur la nécessité de retrouver une cohésion plus grande. Aujourd'hui on apprend que plusieurs organisations ont été désavouées. Et, même, une union départementale, celle de la Gironde, vient d'être suspendue.

JACQUES MOREAU : L'Union départementale de la Gironde n'est pas suspendue. D'ailleurs, ce terme n'existe pas dans les statuts de la C.f.d.t., pas plus qu'il n'existe chez nous de commission des conflits. Des situations de crise, nous en avons déjà connu, mais elles se sont toujours réglées par le dialogue sans que nous ayons recours à des solutions juridiques. Le Bureau national de décembre 1976 a simplement chargé la Commission exécutive confédérale et l'Union régionale d'Aquitaine de mettre en place un collectif provisoire pour préparer le prochain congrès de l'Union départementale qui se tiendra avant la fin 1977, et pour diriger cette organisation jusqu'à cette échéance. Le Bureau national a pris cette décision inusitée car il a estimé que le fonctionnement de cette Union départementale n'était conforme ni à nos statuts ni aux décisions du dernier congrès. En effet, cette organisation n'a pas appliqué la politique confédérale arrêtée au B.n. de janvier 1976 et confirmée au congrès d'Annecy. Elle a apporté son soutien à un comité de soldats sans en débattre avec l'Union régionale, et dans des termes qui diffèrent de l'orientation C.f.d.t. en cette matière.

— Ne craignez-vous pas que cette décision soit comprise comme le début d'une chasse aux sorcières ?

— Absolument pas. Il y aurait chasse aux sorcières si nous attaquions des personnes pour leurs opinions. Ce n'est pas le cas. Quand nous intervenons, nous le faisons à partir d'actions précises condamnables, de pratiques qui mettent en danger l'existence et le développement de la C.f.d.t., et donc l'accomplissement de notre fonction première : la défense des adhérents et des travailleurs.

Il nous est arrivé de temps en temps d'intervenir à différents niveaux pour empêcher des groupes de personnes de continuer à s'abriter derrière la C.f.d.t. pour mener une politique contraire aux intérêts du syndicalisme. Ainsi quand une section collabore avec le patron... Toutefois, il faut bien voir où se situe l'intervention confédérale. Notre pouvoir sur les syndicats, les fédérations ou les régions est limité, et codifié par les statuts. Dans la plupart des cas, notre rôle est d'apporter des éléments au débat. Nous n'intervenons directement que dans les cas flagrants : un syndicat ou une organisation qui, par son action ou sa pratique, se met de fait en dehors de la C.f.d.t.

— Cette décision constitue néanmoins un fait nouveau. Faut-il en conclure que les risques de clivage sont plus grands qu'auparavant, que l'homogénéité de la C.f.d.t. se trouve menacée ?

— Votre question exige une double réponse. Il faut d'abord souligner qu'au niveau des organisations présentes au Bureau national, il y a un effort remarquable pour établir les convergences nécessaires. Ainsi, le choix des priorités confédérales pour les trois ans à venir et le plan de travail ont été adoptés à l'unanimité. Il y a donc accord des fédérations et des régions pour les axes de travail à privilégier. C'est important, et significatif de la volonté des organisations de travailler à la cohésion et au renforcement de la C.f.d.t. Toutefois, des problèmes demeurent.

Aujourd'hui, nous enregistrons deux faits nouveaux. D'une part, il existe incontestablement des adhérents qui viennent à la C.f.d.t., non pour la construire, mais afin de se servir d'elle. D'autre part, certains de nos militants refusent de respecter les décisions et les conceptions adoptées au congrès.

Il y a une explication à ces phénomènes. Au cours des dernières années, l'accent a souvent été mis sur la démocratie à la base. Le souci de donner la parole à tous a été la priorité. Et la démocratie, un peu brouillonne peut-être, y a largement trouvé son compte. Mais il ne suffit pas de se réunir pour que des objectifs clairs naissent de la discussion. Surtout, ce mode de fonctionnement a permis aux militants les mieux informés, à ceux qui possédaient déjà une certaine culture syndicale et politique, de faire, en quelque sorte, la loi à l'intérieur de nos organisations. Nous constatons que, dans la plupart des cas, ces tentatives émanent de groupes politiques. Il est évident qu'un groupe organisé, présentant une motion au moment opportun et faute d'une autre proposition, voit son point de vue triompher. Les mouvements d'extrême gauche, qui ont perdu aujourd'hui toute espérance de pouvoir agir sur un terrain strictement politique, ont tenté, et tentent d'investir la C.f.d.t. Un équilibre nécessaire s'est trouvé menacé : celui qui doit exister entre les initiatives de la base et les impératifs de l'organisation, trop souvent négligés. Or le mouvement ouvrier sait bien — d'expérience — que gagner une bataille ne suffit pas si l'organisation n'est pas là pour l'insérer dans un contexte global et prendre le relais.

Nous refusons que la C.f.d.t. soit utilisée par des groupuscules d'extrême gauche aujourd'hui, et demain peut-être par des partis politiques. C'est à ce prix que nous maintiendrons notre cohésion, notre autonomie. Et notre efficacité. Car la prise en main de certaines sections par des militants qui ne traduisent les aspirations des travailleurs qu'à travers le prisme de leurs idées politiques aboutit, trop souvent, à un dépérissement. L'exemple de Bordeaux est typique. Au départ, environ 1 500 travailleurs à l'usine Ford et une section C.f.d.t. d'une centaine de personnes. Une fraction de Lutte ouvrière s'empare de cette section. Il n'y reste plus qu'une vingtaine d'adhérents alors que les effectifs de l'usine ont pratiquement triplé.

C'est en général ce qui se produit quand on ne s'inspire pas d'une démarche syndicale. C'est-à-dire d'une démarche de masse partant des problèmes concrets rencontrés par les travailleurs. Certes, quand nous intervenons sur un certain nombre de problèmes, par exemple celui de la formation, nous sommes bien sûr amenés à parler de socialisation de l'éducation. Nous le faisons en partant de faits vécus dans l'entreprise et, si nous dérapons, nous ne pouvons pas aller bien loin, car nous ne sommes plus suivis. Cela, certains militants qui n'ont pas réalisé le sens de notre démarche ne le comprennent pas. Tout l'effort mis en œuvre depuis 3 ans, renforcé depuis le congrès d'Annecy, pourrait se résumer : ainsi assimilation et approfondissement par les militants C.f.d.t. de la stratégie C.f.d.t.

— La C.f.d.t. vient de déclarer qu'elle souhaite un renforcement de l'union des forces populaires. Pouvez-vous préciser ?

— La C.f.d.t. estime que la solution ne réside pas uniquement dans une victoire électorale. L'arrivée de la gauche au pouvoir, c'est certain, permettra des développements intéressants pour l'ensemble de la population. D'autant plus intéressants que l'action syndicale, sur le terrain, aura joué son rôle. Si les travailleurs attendent passivement cette victoire sans la préparer, elle ne pourra que les décevoir. Plus que jamais la gauche française a besoin d'un mouvement syndical profondément autonome, fortement ancré dans les luttes sociales, se décidant en fonction des intérêts des travailleurs.

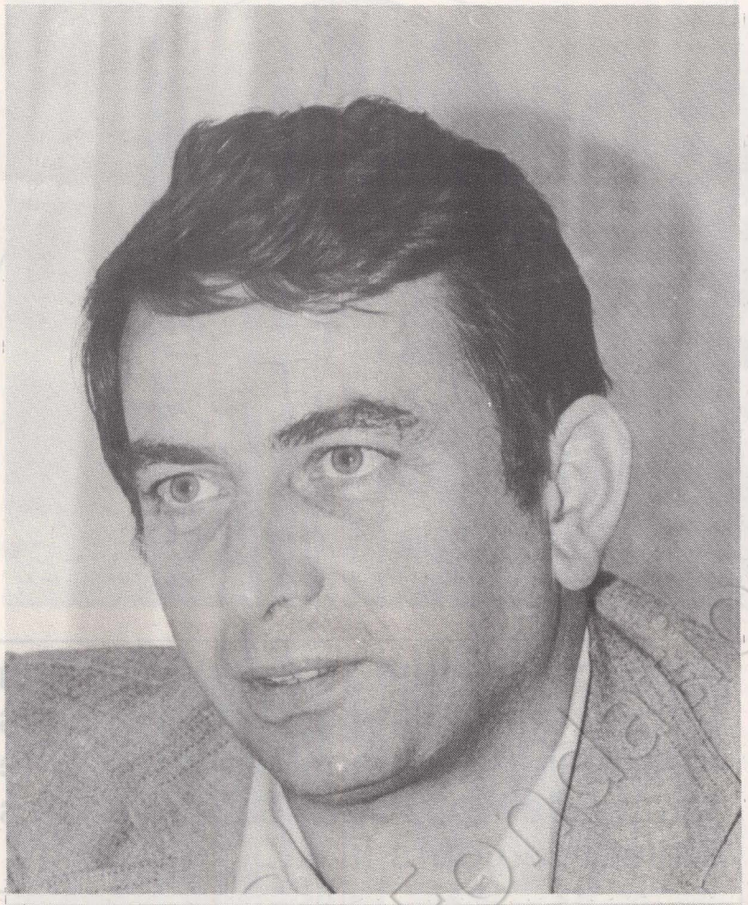
C'est pourquoi la C.f.d.t. veut s'exprimer à partir de ses propres orientations sur un certain nombre de sujets. Non par souci d'être originale à tout prix. Mais parce que nous entrons dans une phase où le débat entre les forces de gauche est essentiel. Dans ce débat, la C.f.d.t. a des choses à dire, que ce soit sur la planification, la gestion des entreprises, les droits des travailleurs ou le mode de développement. Si la C.f.d.t., avec ses choix d'autogestion, de décentralisation, de planification démocratique était absente du débat qui se développe dans le pays, nous pensons qu'il manquerait quelque chose d'essentiel à l'union des forces populaires et au mouvement ouvrier. Il est évident que nous nous en tiendrons à nos responsabilités d'organisation syndicale. Tout en situant bien nos interventions dans le cadre de l'union des forces populaires ; nous ne céderons pas à la tentation d'un isolement qui pourrait nuire à la fois à la victoire de la gauche, aux intérêts des travailleurs et à la lutte que nous menons depuis des années. Car la convergence entre les objectifs et les actions de toutes les composantes de l'union des forces populaires est une nécessité si l'on veut qu'une victoire de la gauche ouvre la voie à de véritables transformations.

— La C.f.d.t. a-t-elle déjà prévu des initiatives concrètes comme contribution à ce débat ?

— Nous amorçons en ce moment la discussion d'une plate-forme

Entretien avec Jacques Moreau, secrétaire confédéral de la C.f.d.t, responsable du secteur politique.

EXCLUSIF





de revendications et d'objectifs de transformation immédiats. Elle sera prête en avril 1977 et fixera le minimum à atteindre en cas de changement politique.

Ensuite, nous rechercherons le dialogue avec chacun des partis de l'union de la gauche. Le Bureau national de mai 1977 définira les modalités de ce dialogue et les points sur lesquels il devra porter. Bien sûr, nous ne discuterons pas de la même manière avec tous. Ainsi, des discussions avec le Parti communiste ne pourront pas être de même nature que celles menées avec le Parti socialiste qui s'est déclaré, comme nous, pour un socialisme autogestionnaire. Cela dit, nous ne rejetons aucune possibilité de débat avec qui que ce soit.

— Vous rencontrez aussi régulièrement les autres organisations syndicales. Où en est l'unité d'action ?

— En ce moment, plus que jamais, il est indispensable de réaliser l'unité la plus large et, depuis septembre, la C.f.d.t. s'y emploie. Nous nous réjouissons d'avoir pu mener un certain nombre d'actions en liaison avec la C.g.t. et la Fen. Et même, dans quelques fédérations ou sections, avec d'autres organisations. Il est impossible, en effet, de faire échec au plan Barre sans une vaste mobilisation.

Parallèlement, nous réfléchissons à une série d'initiatives à mener au cours du premier trimestre 1977 notamment sur l'emploi et la Sécurité sociale. Il est évident que nous ne souhaitons pas agir seuls. Mais dans la mesure où nous ne pouvons nous mettre d'accord, il y aura — et il y a déjà, sur la Sécurité sociale, en particulier — des initiatives C.f.d.t. Cela ne doit pas faire oublier qu'après dix ans d'actions communes avec la C.g.t., malgré des hauts et des bas, l'unité, sans discussion possible, se renforce.

— Dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, d'une France socialiste, le problème de l'unité organique — que la C.g.t. souhaite, elle vient de le rappeler — se poserait-il de façon nouvelle ?

— Sur ce point, notre orientation a toujours été claire : nous sommes pour une organisation syndicale unique en tant que perspective. Mais brûler les étapes serait préparer une nouvelle scission. Faire acte de volontarisme aboutirait à l'impasse d'une unification formelle. Ne pas voir que les choses ne sont pas suffisamment mûres risquerait d'empêcher un véritable débat sur un syndicalisme nouveau dans une France en transition vers le socialisme. Car il ne s'agit pas de reconstruire la vieille maison, mais d'en bâtir une toute différente. Il ne s'agit pas de construire une nouvelle organisation sur la base de la division traditionnelle des tâches dans le mouvement ouvrier français : le terrain économique aux syndicats, la politique aux partis. S'il doit y avoir unification, elle devra s'opérer sur une base intégrant tout ce que le syndicalisme français,dans toutes ses composantes,a pu apprendre et expérimenter au cours des dernières années. Pas question, d'autre part, de juxtaposer des conceptions et des stratégies différentes. Cette construction serait purement factice : il faut, au travers d'une action revendicative riche et d'une pratique syndicale authentiquement démocratique, s'efforcer en permanence de parvenir à une synthèse permettant le développement d'une action regroupant le plus grand nombre possible de travailleurs. Permettant aussi à l'organisation syndicale de jouer pleinement son rôle sur l'ensemble des terrains. En définitive, tel qu'est le mouvement ouvrier français, telle qu'est l'union de la gauche en France, le syndicalisme est appelé à jouer un rôle original, fort différent de ce que l'on peut observer en Allemagne, en Italie ou en Grande-Bretagne. Dans ce domaine, il faut bien le dire, nous en sommes encore aux balbutiements.

Pour nous, le principal risque serait que la perspective de 1978 soit le prétexte à un unanimisme sans limite et sans lendemain.

Propos recueillis par MICHELE KESPI-BACKMANN
et CHRISTINE COTTIN

Larzac

UN PAYSAN A LA MAIRIE

Les dernières élections municipales partielles avant la consultation générale de mars se sont déroulées dimanche à Millau. Le code électoral prévoit en effet que le conseil doit être au complet pour élire un maire ; le Dr Gabriac, premier magistrat de Millau, étant mort récemment. Cinq conseillers municipaux avaient démissionné en 1972 et cette élection partielle s'imposait si les Millavois ne voulaient pas voir la gestion de leur ville mise sous tutelle administrative. Ces partielles auraient pu passer inaperçues : elles ne changent rien à la majorité du conseil municipal, qui reste de droite, et une seule liste — d'union de la gauche — briguait les suffrages des électeurs. Mais Millau, c'est le Larzac et pour la première fois un paysan du Larzac, Léon Maillé, entrait à la mairie.

A Millau, le problème du Larzac reste en effet le problème n°1, lancinant, obsédant. Pour cette ville de 23 000 habitants, où l'on compte 1 200 chômeurs et à peine 3 000 emplois dans l'industrie locale, le Larzac, avec ses 100 exploitations, représente une richesse. Si le camp militaire réussissait son expansion, la commune serait amputée de 4 000 ha, dont 800 de terrains communaux sur lesquels les gens vont chasser et se promener le dimanche. Le Parti socialiste l'a bien compris : en proposant à Léon Maillé une place sur cette liste d'union de la gauche, il donnait une signification particulière à ces partielles.

« La candidature de Maillé proposée par le P.s., dit Michel Courtin, un agriculteur de Pierrefiche, c'est très important. Parce qu'il y a deux ans ça aurait déclenché des tollés sur le Larzac mais, aujourd'hui, il n'y a plus un paysan qui hésite à se dire de gauche. Et puis, en 5 ans, on a eu le temps de voir agir tout le monde et les socialistes ont toujours été là. Les conseillers généraux socialistes sont toujours au premier rang de nos manifs. »

La section du Parti socialiste de Millau, qui ne comptait que 10 membres en 1971, en a aujourd'hui 81. Jean-Louis Coulon, conseiller général de Millau et membre de la section, explique que depuis 1972 le P.s. fait partie du comité de défense du Larzac et qu'ainsi des liens privilégiés se sont établis entre les militants du Parti et les paysans du Larzac. Aussi ne s'étonne-t-il pas de l'environnement de sympathie qui entoure le P.s. dans la ville et sur le Causse. Ce qui laisse bien augurer du résultat des élections municipales générales où le socialiste Gérard Deruy, conseiller municipal et conseiller général de Millau, conduira la liste d'union de la gauche.

Coup de poing et caméra

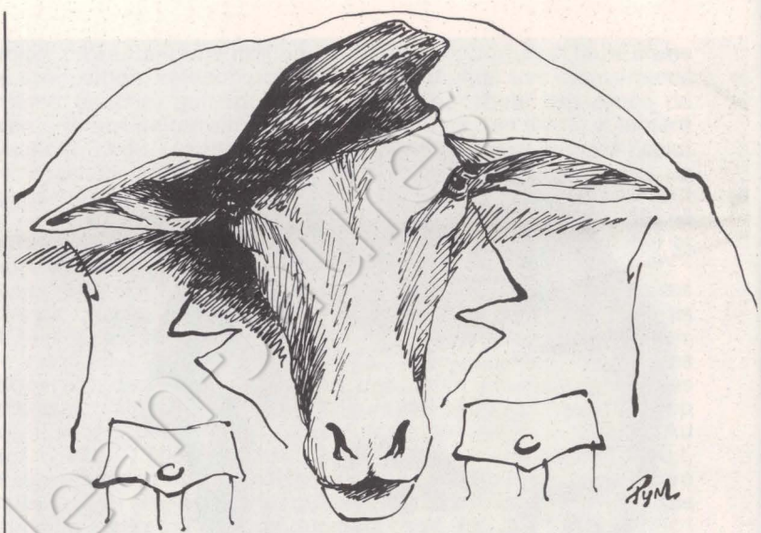
« Paysan moyen, deux enfants, 32 ans, un authentique du Larzac » : c'est ainsi que se présente Léon Maillé. Ce paysan de haute taille, aux larges épaules, à la démarche pesante, vient de recueillir plus de voix que ses colistiers : « Paysan du Larzac, c'est un mythe, on attraperait la grosse tête malgré soi », dit le nouvel élu. Et il raconte son histoire qui se confond avec l'affaire du Larzac.

« Tout s'est passé un peu malgré moi. Je me suis lancé dans la politique à cause de Debré ! S'il n'y avait pas eu le Larzac, je serais tranquillement là-haut en train de garder mes brebis. J'étais le Français moyen, j'ai tout découvert. C'est comme ça que je suis devenu cinéaste aussi. J'emporte ma caméra dans toutes les actions, ce qui ne m'empêche pas de faire le coup de poing. C'est comme ça qu'est né le « Ciné-journal de Léon Maillé, paysan du Larzac », qui a obtenu le prix spécial du jury au festival de Thonon-les-Bains. Et, avec un sourire : « Alors, quand il nous reste un petit moment de libre, on fait le paysan. »

Maillé dit aussi : « Le Larzac, c'est une poignée de paysans qui en 1971 — ils étaient 103 — ont fait le serment de ne pas vendre leur terre à l'armée. Et puis il y a un groupe de 20 agriculteurs, dont je fais partie, qui est de tous les coups. Nous ne sommes absolument pas organisés, on tâche de se convaincre les uns, les autres. C'est complètement bordélique (grand rire), mais ça marche ».

Cinq ans de lutte, mais où en est-on sur le Larzac aujourd'hui ? Mercredi prochain la Cour d'appel de Montpellier rendra son jugement dans le procès en appel des 17 paysans et résidents condamnés par le tribunal de Rodez à des peines de prison ferme et à trois ans de mise à l'épreuve. Pourtant, en cette année 1975, on avait beaucoup espéré sur le Larzac, même si la « guerre » n'avait pas cessé sur le terrain — surtout depuis la confirmation le 5 mars par le Conseil d'Etat du décret d'utilité publique concernant l'extension du camp militaire : manifestations, constructions illégales de bergeries se succédaient. Mais, du côté de la préfecture, le ton avait changé. Un nouveau préfet avait été mis en place : « De la faconde, du charme, un Méridional », dit-on à Millau. « On était appelé à la préfecture, pour un oui, pour un non », dit Gérard Deruy, conseiller général et conseiller municipal socialiste de Millau. Deruy qui raconte aussi que le préfet s'exclamait : « Il faut se sortir de cette affaire. Cette guerre civile, ça suffit. J'ai le soutien de Chirac et de Poniatowski, seule l'armée est contre nous. Je suis là pour arranger les choses. Je ne sortirai pas les décrets de cessibilité des terres. »

Pour montrer sa bonne volonté, le préfet Vincent fait renvoyer le sous-préfet de choc de Millau, trop compromis dans la répression et



« La candidature d'un paysan du Larzac sur la liste du P.s. c'est très important. En cinq ans, on a eu le temps de voir que les socialistes étaient toujours là ».

Le 7 décembre, à 11 h 30, les paysans de la vallée de Naussac ont pénétré dans les locaux des services des domaines, à Langogne, en Lozère. Ils demandèrent alors aux fonctionnaires de leur communiquer les documents concernant le barrage. Comme ceux-ci refusaient, les paysans s'emparèrent des dossiers qu'ils détruisirent immédiatement. L'action s'est déroulée si rapidement que la police n'a même pas eu le temps d'intervenir.

On raconte, à Langogne, que les sondages entrepris pour l'établissement du mur du barrage auraient établi que la roche était mauvaise : il faudrait bétonner la vallée. Ce serait tout bénéfice pour la C.f.t.p., l'entreprise de Saint-Etienne qui doit effectuer les travaux.





Printemps 75 : Léon Maillé (barbu) et Gérard Derruy expulsant les commissaires-enquêteurs de la mairie de Millau.

qui était allé jusqu'à faire entourer sa sous-préfecture de barbelés. Le nouveau sous-préfet joue à fond la carte de la concertation, il reprend contact avec les paysans, qui répondent : « On vous autorise à venir sur le plateau, à discuter, on vous assure la sécurité ». Le sous-préfet propose un compromis, une mini-extension : « 3 000 hectares qui ne servent à rien et on arrête cette affaire du Larzac. »

Mais les paysans, qui avaient demandé que l'armée cesse ses achats de terres pendant les négociations, doivent déchanter : la préfecture n'a aucun pouvoir sur le terrain, puisque l'armée achète avec une ardeur encore jamais vue.

Alors, le 28 juin, ils pénètrent par ruse dans le bureau de l'antenne Génie-Domaines, à l'intérieur du camp, pour consulter les documents concernant les achats de terre et les détruire. « Depuis, comme on dit à Millau, c'est la guéguerre entre les paysans et l'armée. » Un nouveau nom est entré récemment dans la lutte du Larzac : Cavaliès. Ce lieu-dit est une propriété cédée à l'armée par un certain de Bernis. Ce monsieur, qui avait acheté en 1966 pour 200 000 francs de terres sur le Larzac, les a revendues cette année à l'armée pour la coquette somme de 2 730 000 francs. Le 2 octobre, les paysans occupent les bâtiments de fermes et y installent deux ouvriers agricoles à qui ils confient une trentaine de brebis. L'armée les en chasse. Mais ces bâtiments sont juste à la limite de terres appartenant à la Safer et louées à un agriculteur du plateau. Les paysans s'y installent et construisent une bergerie et un logement pour les expulsés.

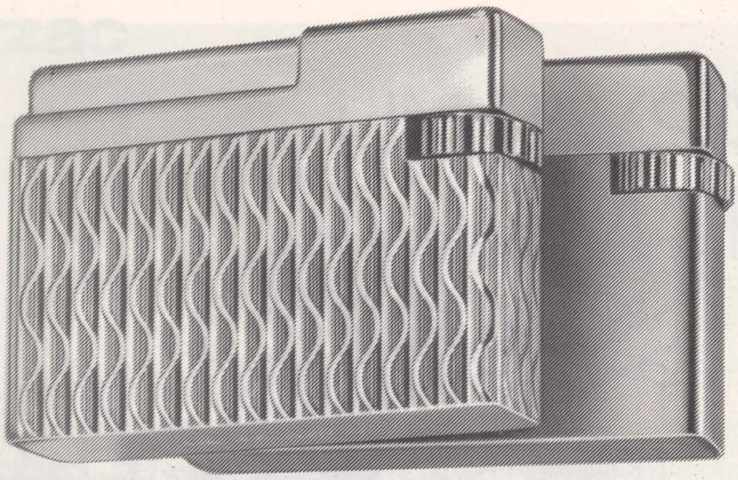
Les militaires cherchent l'incident, entrent sur les terres de la Safer et matraquent. Mais les paysans s'enracinent. Depuis, écrit, « Gardarem lo Larzac », journal des paysans du comité millavois de défense et du comité du Larzac, « de chaque côté on s'ignore. De temps en temps fuse une injure du côté des militaires, qui se sont construit un mirador d'où ils observent tout ce qui se passe et enregistrent les numéros des voitures qui arrivent... »

Mais un nouvel élément aux relents poujadistes est apparu dans la lutte du Larzac, c'est le Mouvement pour la paix et l'ordre sur le Larzac. Cette organisation, qui doit compter 30 à 40 membres, est née à La Cavalerie (800 habitants), le plus gros bourg du plateau, à proximité immédiate du camp militaire où vivent de nombreux employés du camp. Le Mouvement est favorable à l'extension du camp et prétend représenter les ouvriers, les artisans et les commerçants opposés aux paysans du Larzac. Il vient même soutenir les militaires sur le terrain ! Mais personne ici ne le prend au sérieux, malgré la large place que fait la presse locale à ses communiqués. On murmure qu'il serait directement inspiré par les services d'action psychologique de l'armée. L'aumônier du camp, curé de La Cavalerie, qui n'a jamais caché ses sentiments favorables à l'extention, n'est-il pas le plus fervent soutien du Mouvement ? Malheureusement pour l'aumônier, les militaires, en faisant dernièrement une « très regrettable erreur d'artillerie », ont envoyé un obus sur son presbytère. On rit sous cape, à Millau, où l'on prétend qu'en détruisant le presbytère le fameux obus aurait du même coup démantelé le mouvement !

Mais, au-delà des rires et des sourires, on sait, sur le Larzac, que la lutte continue. La préfecture menace les paysans, qui ne veulent plus discuter avec un partenaire qui n'a aucun pouvoir : « Si vous ne discutez pas, le décret de cessibilité sera pris et on vous expropriera ».

« Gardarem lo Larzac » répondent seulement les paysans.

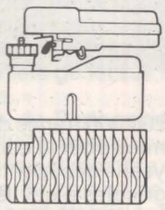
EMMANUELE PLAS



Pub et photo - Ateliers ABC - Paris

S3
le nouveau briquet
Silver Match

- service instantané
- sans réparation
- 3 éléments interchangeables



SILVER MATCH
A GARANTIE ILLIMITEE

de 49,50f à 89,50f

Pour offrir :

MICROSCOPES

*

Lunettes Astronomiques

*

JUMELLES

*

Longues-Vues

*

Ets CERF
20, Quai de la Mégisserie
PARIS (1er)
Tél. 233.54.42

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet 02310
CHARLY-sur-MARNE

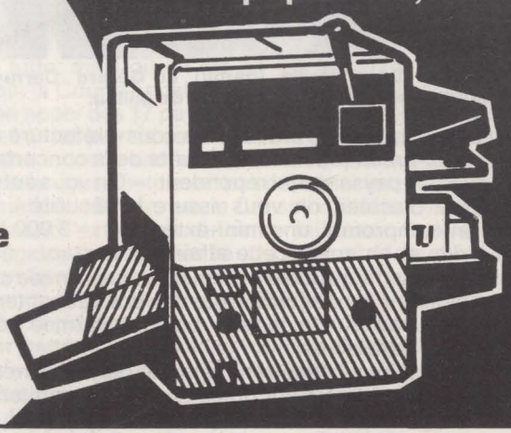
19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comité d'entreprise
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

PUBLIALE

une offset professionnelle qui est aussi une machine de bureau

LA NOUVELLE **RICOH 1510** automatique

un levier à déplacer
imprime sur papier 29,7 x 42



Le modèle **RICOH 1010** imprime aussi sur 29,7 x 42
Il ne coûte que 14 500 F H. T.

Demandez une documentation à : **PLANOCOP** 9, rue de Châteaudun 75009 Paris **280.65.43**

Coll. Fondation Jean-Jaurès

changer la vie avec le Parti socialiste

LA PREPARATION DES MUNICIPALES

Le Comité directeur du 1er décembre a fait le point des négociations engagées entre les partis signataires du programme commun de gouvernement pour la préparation des élections municipales. Il félicite sections et fédérations d'avoir engagé les discussions avec la volonté de constituer des listes d'union de la gauche, tout en assumant les intérêts légitimes du Parti socialiste.

Sur rapport des fédérations départementales, il prend acte que les discussions sont interrompues dans un certain nombre de communes.

Le P.s. regrette l'état de choses actuel ; il invite ses sections à poursuivre ou à reprendre les négociations. Dans l'hypothèse où celles-ci n'aboutiraient pas avant le 15 décembre pour des raisons qui ne seraient pas imputables aux socialistes, les sections locales seront habilitées, à partir de cette date, en accord avec les fédérations concernées et le Bureau exécutif national, à établir des listes socialistes ou ouvertes au partenaire désireux de parvenir à un accord.

Ces listes défendront les orientations du programme commun et appliqueront la discipline de la gauche au second tour. La convention nationale des 18 et 19 décembre statuera sur les cas en litige.

UNE SEMAINE D'ACTION

Au cours de la réunion du Comité de liaison qui s'est tenue le 2 décembre, les trois partis signataires du programme commun, après avoir rappelé leur analyse de la situation économique et sociale et des conséquences du plan Barre, ont décidé d'appeler au développement de l'action pour exprimer le mécontentement des Français et leur aspiration au changement. Les trois partis ont mandaté leurs responsables départementaux pour manifester cette volonté. Des conférences de presse communes des 3 partis se tiendront, dans la semaine du 13 au 18 décembre, au chef-lieu de chaque département, sur la situation économique et sociale et les solutions du programme commun.

LA RENCONTRE P.S.-FEN

Deux délégations du Parti socialiste et de la Fédération de l'éducation nationale conduites par François Mitterrand et André Henry se sont rencontrées jeudi 2 décembre au siège national du Parti socialiste. Elles ont procédé à un examen de la situation économique et sociale et ont constaté la convergence de leurs analyses. Les deux délégations ont ensuite fait le point de leurs travaux respectifs pour l'élaboration d'un projet éducatif, travaux qui s'inspirent d'une conception analogue du rôle de l'école dans une société démocratique.

La Fen et le Parti socialiste estiment que tout projet d'éducation doit avoir pour objet fondamental la formation de l'homme, du travailleur et du citoyen.

C'est dans cette perspective que la nationalisation laïque de l'enseignement, qui ne peut être confondue avec un monopole, se traduira par un service public de l'éducation nationale garantissant le droit à la différence et appelé à intégrer, sans privilège ni sanction, les personnels et les établissements privés sous contrat avec l'Etat.

LE DROIT POUR TOUS

L'Association Justice et Socialisme, créée par la Fédération de Paris du P.s., a présenté le bilan positif d'une année de fonctionnement de la première Boutique de Droit qu'elle a ouverte 177, rue de Charonne, à Paris, en janvier 76. L'immense besoin d'informations juridiques dans une société de plus en plus complexe et étrangère aux travailleurs, l'inaccessibilité des professions judiciaires aux personnes de condition modeste, l'assujettissement des règles de droit aux intérêts des groupes sociaux dominants avaient été prétexte à l'ouverture de cette Boutique de Droit. Chaque samedi, de 10 h à 12 h 30, de 15 à 20 personnes y sont reçues par des consultants (avocats, magistrats, fonctionnaires, travailleurs sociaux, étudiants en droit...). De plus, il est répondu à un important courrier. Ces personnes et ce courrier viennent pour moitié de Paris, pour moitié de banlieue et de province.

Les problèmes posés touchent au logement, à l'habitat, à la famille, au divorce et à ses conséquences, à la consommation, au crédit, aux saisies, au droit du travail, aux prestations sociales, aux problèmes des travailleurs immigrés et enfin au droit pénal. Les consultants donnent des renseignements, conseillent et aiguillent les gens, les aident à rédiger leur correspondance juridique et s'il y a lieu d'engager un procès, les orientent vers l'aide judiciaire ou vers un collectif d'avocats. Jetant un pavé dans la mare de cette profession, ce collectif a mis au point un barème selon les catégories d'affaires et leur complexité. Cette nécessaire clarification des honoraires d'avocats, rendue publique le 7 décembre, provoquera sans nul doute des réactions.


LE NOUVEAU républicain

N° 1 2,50 Fr. NOVEMBRE 76

Dossier Schlumpf

SOMMAIRE

LE PLAN BARRE EN ALSACE

DOSSIER SCHLUMPF

SOULTZ : NON AUX LICENCIEMENTS A LA MALBRUT

Saluons la naissance du nouveau mensuel de la Fédération du Haut-Rhin du Parti Socialiste. Au sommaire de ce premier numéro : l'analyse du P.s. sur la sécheresse, la critique du plan Barre en Alsace un dossier Schlumpf et un entretien avec Daniel Mayer.

Même si ses promoteurs relèvent des insuffisances dans cette entreprise, le succès remporté par la Boutique les conduit à en ouvrir 3 autres dès le mois prochain. La première dans le local de la 14ème section : Agora, 9 rue Pernety (Paris 14ème). La seconde, les jeudi de 19 à 21 h, 31 rue Ballu (Paris 9ème). La 3ème, les samedi de 10 à 12 h au centre A.l.f.a., 7 rue Mozart à Bagneux.

● La Fédération du Calvados du Parti socialiste organise, samedi 18 décembre, une demi-journée d'étude sur l'industrie de la machine-outil, la liquidation de cette branche par le gouvernement et les solutions préconisées par le P.s. Avec la participation de délégués des travailleurs d'Ernault-Somna (77 licenciements à Lisieux), de la Spemo (58 licenciements à Caen), de l'Amtec (Villeurbanne), de Gambin (Viuz-en-Sallaz et Nevers) etc. (Lisieux, salle de la Liberté de 16 à 20 h).

● La section de Voiron du Parti socialiste organise une réunion de travail sur le thème « les socialistes et les sports et loisirs ». Cette réunion ouverte aux militants de la région Rhônes-Alpes que ces problèmes intéressent aura lieu samedi 11 décembre, salle des réunions (n° 3) square Pierre-Ruibet à Voiron (Isère). Michel Sainte-Marie, délégué national aux Sports et Loisirs, animera les débats.

● Le Parti socialiste de Viroflay organise samedi 11 décembre, une journée « 12 heures avec les socialistes », salle Denoyer de Segonzac 14, avenue des Combattants à Viroflay (Yvelines).

La journée commencera à 10 heures par un débat sur l'aménagement et l'urbanisme à Viroflay et se poursuivra avec des films (« 1936, le Grand Tournant », « Tamara », le Chili lutte et chante) des chansons, d'autres débats sur l'école et l'animation culturelle, l'intervention politique de Claude Estier et à 20 h 30 une pièce « Le fond du tunnel était bouché » par la troupe du Théâtre du Levant sur le thème du chômage.



Les 3 000 participants au congrès, Willy Brandt, François Mitterrand, Felipe Gonzalez et Alfonso Guerra chantant « l'Internationale ».

Congrès du P.s.o.e.

REVIVRE A MA

(de notre envoyé spécial)

Enorme masse compacte de béton, de verre et d'acier, l'hôtel Melia-Castilla ressemble comme un frère à tous ceux que les chaînes internationales ont essaimés depuis dix ou quinze ans dans la plupart des capitales pour la commodité « fonctionnelle » d'hommes d'affaires pressés ou de touristes fortunés.

De l'une à l'autre de ces modernes tours de Babel, semblables sont aussi les vastes salles de congrès aux lumières de néon, aux murs pastel et aux tapis épais. Mais il est bien rare d'y voir 3 000 personnes se dresser soudain pour chanter, le poing levé, « l'Internationale ». Et quand cela se passe à Madrid, on en croit à peine ses yeux et ses oreilles. C'est pourtant arrivé deux fois dimanche dernier au congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol. Deux fois, en deux heures, pour célébrer une double présence. Celle du passé et celle de l'avenir incarnés en deux hommes dont la rencontre en ce lieu était elle-même hautement symbolique : Pietro Nenni, le vétéran de l'antifascisme, le glorieux combattant des Brigades internationales, qui ne voulait pas mourir avant d'avoir revu Madrid, et François Mitterrand qui refusait de mettre le pied sur la terre de

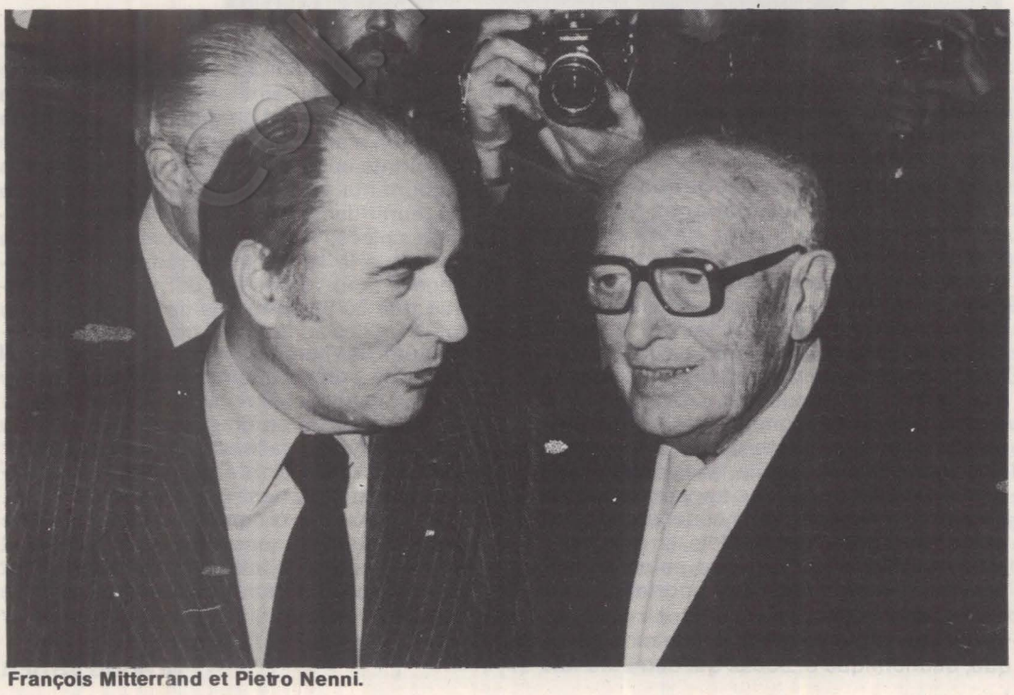


Gonzalez recevant les dirigeants socialistes sous le portrait de Pablo Iglesias, fondateur du Psoe.

© Fondation Jean Jaurès



ADRID



François Mitterrand et Pietro Nenni.

l'Espagne franquiste et qui porte pour les socialistes des deux côtés des Pyrénées la volonté du renouveau et l'espérance de la victoire.

La rencontre du passé et de l'avenir, c'est presque ainsi que l'on pourrait résumer ce 27ème Congrès du Psoe — treize tenus en Espagne avant la guerre civile, dont le dernier en 1932, alors que les socialistes venaient d'accéder au pouvoir, treize autres en exil dont le plus récent, en octobre 1974, à Suresnes — où se mêlaient deux générations : celle des plus de 60 ans qui pleuraient d'émotion en retrouvant leur patrie libérée du tyran, celle des moins de 40 ans tout entiers disponibles pour construire la nouvelle Espagne. Manquait visiblement la génération intermédiaire, celle des hommes et des femmes qui étaient, en 1936, trop jeunes pour se battre mais suffisamment âgés pour savoir ce que le franquisme a représenté de massacres, de tortures, de souffrances auxquels ils n'ont pu opposer qu'un long silence dont ils éprouvent quelque difficulté à sortir.

Car, après 40 années de dictature, tout est allé si vite en Espagne qu'on a peine à imaginer que Franco est mort il y a seulement un peu plus d'un an. S'il en fallait pourtant une preuve, le congrès du Psoe vient de la fournir : l'Espagne de cette fin de 1976 n'est pas encore une démocratie idéale, la liberté y est toujours restrictive mais un processus est en marche depuis quelques mois — les mois d'aujourd'hui sont des années de l'époque antérieure, dit-on à Madrid — qui a déjà produit de multiples effets et qui ne peut que se développer dans le proche avenir en dépit des contradictions qu'il contient et des ambiguïtés qui l'entourent et qui justifient bien des réserves.

→

Fondation Jean-Jaurès

REVIVRE A MADRID

Cette analyse prudente, mais constructive, est précisément celle que l'on retrouve tout au long des 50 pages du rapport que Felipe Gonzalez a présenté à l'ouverture du Congrès et qui en a fourni l'essentiel des conclusions. Fort de l'audience internationale qu'il s'est acquise ces dernières années et que symbolisait la présence simultanée dans la salle du Melia de Willy Brandt, d'Olof Palme, de Pietro Nenni, de Michael Foot, de François Mitterrand, de Carlos Altamirano et de beaucoup d'autres, conscient de l'aura qui est la sienne dans la jeune génération, Gonzalez a défini avec lucidité la stratégie qu'il propose au socialisme espagnol renaissant. Stratégie difficile étant donné les circonstances mais fondée sur un double impératif : refuser la compromission mais accepter le compromis.

C'est parce qu'il refuse la compromission que le Psoe ne veut pas répondre « oui » au référendum du 15 décembre qui vise à faire avaliser par le peuple un projet constitutionnel qui triche encore singulièrement avec la démocratie et les libertés (voir l'interview de Felipe Gonzalez dans « l'Unité » de la semaine dernière). Mais c'est parce qu'il accepte le compromis que le Psoe est prêt à négocier avec le roi et le gouvernement d'Adolfo Suarez les conditions qui doivent conduire au printemps prochain aux premières élections libres que l'Espagne ait connues depuis 45 ans.

Conzalez a frappé ses auditeurs espagnols et étrangers par sa franchise aussi bien lorsqu'il a évoqué la crise surgie depuis quelques semaines au sein de la Coordination démocratique où se retrouvent, des maoïstes à la démocratie-chrétienne, des formations d'opposition qui n'ont pas choisi de répondre de la même façon au référendum, que lorsqu'il a reconnu que le gouvernement Suarez, succédant, en juillet dernier, à l'immobilisme de l'équipe d'Arias Navarro, avait marqué des points dans la liquidation du franquisme.

Interlocuteurs et négociateurs

Liquidation encore très incomplète bien sur, mais pourtant évidente depuis que les Cortes, à une écrasante majorité, ont accepté de se faire hara kiri. Et si le Psoe, ainsi que le P.c.e. et plusieurs autres formations de l'opposition, ne sont pas encore « légalisés », tous les journaux ont consacré dimanche et lundi leur première page au congrès tandis que la télévision lui a réservé plusieurs minutes d'antenne. C'est à travers ces brèches ouvertes que la direction du Psoe, qui a fait aisément écarter au cours des discussions en commission tel ou tel débordement idéologique, comme, par exemple, la référence à la dictature du prolétariat que la Fédération de Madrid avait souhaité introduire dans les statuts, entend faire accélérer le processus de négociation avec


Diario16

Línea directa

MADRID, LUNES 9 DICIEMBRE 1976

De Madrid al PSOE

EL CONGRESO SOCIALISTA ESCUCHO A LOS GRANDES

Mitterrand: Aún hay Pirineos. Brandt: España y Europa se necesitan

Los coches suben más del 10 por 100

Barcelona: Mujeres contra el referéndum

Boicot árabe al Congreso Judío

Exclusiva: Habla la mujer de Mario Soares

Los madrileños, ni un solo gol

Suplemento DEPORTES 10 páginas

La « une » du quotidien madrilène « Diario 16 », lundi dernier.


Carlos Altamirano et Nicolas Redondo (leader de l'U.g.t.)

le Pouvoir. Une commission de dix membres a été désignée à cet effet par la Coordination démocratique dont Gonzales a souligné le rôle décisif dans la période présente. Parmi ces dix ont été désignés deux socialistes et un communiste qui n'est autre que Santiago Carrillo ou, à défaut, Sanchez Montero. Devant le refus de Suarez de reconnaître ainsi indirectement le Parti communiste, Conzalez a proposé une formule qui permettrait de lever l'obstacle : la commission des dix désignerait en son sein une minicommission de quatre membres qui rencontrerait effectivement le chef du gouvernement. Ces « interlocuteurs », parmi lesquels il n'y aurait pas de communiste, seraient en quelque sorte les porte-parole des « négociateurs ». Fiction subtile, sans doute, mais permettant de sauver les apparences et de continuer à avancer, sans céder sur le fond, vers une démocratie pluraliste, en évitant les traumatismes que l'Espagne ne serait certainement pas en état de supporter.

Felipe Gonzalez pourra-t-il tenir jusqu'au bout cette stratégie dans un contexte politique, économique et social qui demeure fort complexe et que nous tenterons d'analyser plus en détail la semaine prochaine ? Le 27e congrès n'a pas entièrement répondu à cette question mais il a démontré, semble-t-il, que la volonté combative du Psoe lui donne dès aujourd'hui une force d'attraction capable de réunir dans les prochains mois les différentes pièces du puzzle encore dispersé que constitue le socialisme espagnol. Un sondage sérieux réalisé ces derniers jours indique que 30 % au moins des Espagnols se tournent dès aujourd'hui de ce côté. Le référendum de mercredi prochain, pour lequel on laisse prévoir une très forte majorité de « oui », sauf peut-être au Pays basque et en Catalogne, ne traduira peut-être pas cette potentialité car, dans un pays appelé à voter pour la première fois après 40 ans de dictature, l'abstention est une position difficile. Mais ce n'est là qu'un épisode qui n'obère pas la suite. L'important, pour le Psoe, était de manifester à la fois sa force et son esprit de responsabilité. En réussissant son congrès de Madrid, il a gagné son premier pari.

CLAUDE ESTIER

La gauche et le pouvoir en Europe



VIII. - AUTRICHE : UN PRECEDENT INTERESSANT, FORTES NATIONALISATIONS ET REUSSITE ECONOMIQUE

Huitième et avant-dernier pays étudié par notre enquête (nous analyserons en profondeur la situation politique de la gauche espagnole la semaine prochaine) l'Autriche mal connue des Français mérite pourtant qu'on s'intéresse de près à la gestion du Parti social-démocrate (S.p.ö.) qui a su allier un secteur public et étatisé puissant avec une réussite indéniable.

L'Autriche est un pays mal connu en France, même dans les rangs du Parti socialiste. Cette situation est paradoxale et regrettable. Paradoxale, car non seulement le S.p.ö., le Parti social-démocrate autrichien, est l'un des plus puissants d'Europe, mais il a participé au pouvoir pratiquement sans interruption depuis la guerre — la seule période où le Parti a été dans l'opposition a duré 4 ans, de 1966 à 1970 — en imprimant au pays un certain nombre d'orientations intéressantes. C'est dommage, car l'originalité des structures socio-économiques de l'Autriche mérite qu'on s'y arrête. Elles constituent, à beaucoup d'égards, un exemple intéressant pour la France et que le Parti socialiste pourrait utiliser davantage, d'une part dans ses controverses avec le Pouvoir actuel, d'autre part pour mettre en œuvre un certain nombre de solutions concrètes dans le domaine économique et social. Les échecs, ou les difficultés elles-mêmes que rencontre le gouvernement socialiste dirigé par Bruno Kreisky depuis 1970 peuvent apporter d'utiles enseignements.

Plus de 50 %

Si l'on rapporte le nombre des adhérents du Parti socialiste autrichien au nombre d'électeurs ou à la population totale du pays, il apparaît à l'évidence comme l'un des plus puissants d'Europe. A la fin de 1975, les effectifs étaient de 690 000 membres. C'est considérable, si l'on sait que l'Autriche est un pays de 8,5 millions d'habitants et de 4,5 millions d'électeurs. Cela signifie que pratiquement un électeur sur huit et un habitant sur douze a en poche une carte du S.p.ö. Pour atteindre des proportions équivalentes. Le P.s. en France devrait regrouper 4,5 millions d'adhésions. Ces chiffres prennent une signification encore plus grande si l'on sait qu'il n'existe en Autriche — à la différence de ce qui se passe pour le Labour party en Grande-Bretagne, ou pour certains partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord — aucune clause d'adhésion politique liée à l'appartenance syndicale. L'adhésion est, en effet, strictement individuelle.

Les effectifs se répartissent dans environ 3 200 sections géographiques, coordonnées par 9 fédérations provinciales. La puissance de ces fédérations varie considérablement de l'une à l'autre. A elle seule, celle de Vienne regroupe 38 % des effectifs du S.p.ö., les fédérations les plus faibles étaient celles du Tyrol et du Vorarlberg. Sur la totalité des effectifs, on compte 35 % de femmes. Le Parti com-

→





La gauche et le pouvoir en Europe

porte enfin un peu plus de 15 000 élus à tous les échelons (local, provincial, national) et 4 000 permanents. Electoralement, il a toujours eu une influence très grande. Tous les présidents de la République depuis 1945 sont socialistes. Ce résultat est déjà en soi significatif, puisque les élections présidentielles se font au suffrage universel. Jamais, dans les élections législatives, le S.p.ö. n'est descendu, depuis la guerre, au-dessous de 47 %. Après avoir gouverné dans le cadre d'une « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates, le S.p.ö. est passé dans l'opposition en 1966. La tendance s'est renversée en 1970 et après les nouvelles élections de 1971, où le S.p.ö. a obtenu pour la première fois depuis la guerre, la majorité absolue. Les résultats des élections générales de 1971 étaient en effet les suivants : Parti socialiste : 50,1 % ; chrétiens-démocrates : 43,1 % ; Parti libéral : 5,3 % ; Parti communiste : 1,5 %.

« Vienne la Rouge »

Ce résultat a été confirmé en 1975, le S.p.ö. ayant obtenu 50,5 % des voix. L'Autriche est aujourd'hui le seul pays d'Europe où les socialistes, à eux seuls, dépassent le cap des 50 %.

Fort au niveau des élections nationales, présidentielles ou législatives, le P.s. autrichien apparaît plus faible au niveau des élections locales. Si Vienne est gérée par les socialistes depuis très longtemps — n'a-t-on pas parlé de « Vienne la Rouge » dès les lendemains de la Première Guerre mondiale ? — beaucoup de villes importantes sont dirigées par les chrétiens-démocrates. Les socialistes ne gouvernent que 3 länder (Vienne, Burgenland et Carinthie) sur 9. Cette situation

Bruno Kreisky : "L'Autriche se voit volontiers comme un pays qui ose les expériences"

« L'Unité » : Y a-t-il une voie autrichienne au socialisme ?

BRUNO KREISKY : Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il existe une voie autrichienne vers le socialisme. Tout au moins si par voie on entend modèle, c'est-à-dire un cheminement que d'autres pourraient suivre. Mais il y a une voie autrichienne dans la réalisation de la social-démocratie. Il faut préciser ce que signifie le mot « social-démocratie ». Souvent ce terme a été compris comme quelque chose d'opposé, de différent du socialisme, la social-démocratie étant, par rapport au socialisme, quelque chose de très modéré.

Cependant, tous les grands partis qui ont été fondés jadis sur les bases théoriques de Marx et d'Engels se sont tous appelés sociaux-démocrates. Ainsi, il y a plus de 100 ans, alors qu'il y avait une forte radicalisation dans le monde ouvrier, ils ont dû tous avoir de bonnes raisons pour s'appeler sociaux-démocrates ! Et tous ces partis sont nés et se sont formés sous l'égide spirituelle et idéologique d'Engels. Puis est venue une dispute sur des mots. Certes, les partis sociaux-démocrates, tout au long de l'exercice du pourvoir — ils ont été longtemps à la tête de nombreux Etats — ont transformé leurs bases idéologiques et leur pratique politique. Je ne veux pas le nier. Mais pour nous, entre les deux mots, il n'y a aucune différence. En France, il y a des partis de droite qui parlent de socialisme. Nous, en Autriche, nous nous appelons socialistes et nous sommes des sociaux-démocrates.

— Quels sont les axes de la politique économique poursuivie par votre parti ?

— En Autriche, l'industrie lourde est étatisée ; une partie de l'industrie électrique est étatisée ; dans l'exploitation pétrolière, la plus grande entreprise du secteur — production, raffinage, commercialisation — est étatisée. Dans la chimie, les entreprises appartenant à l'Etat ont une influence dominante ; la production d'énergie est presque entièrement propriété publique ; les deux plus grandes banques sont étatisées ; et bon nombre des organismes de crédit sont sous influence « collective ». Ajoutez à cela la collaboration concertée de l'Etat avec ce que l'on appelle le partenaire social et vous mesurerez à quel point ce qu'on a appelé autrefois la lutte des classes — on l'appelle aujourd'hui la lutte pour la répartition des richesses — peut prendre des formes différentes. Car si, aujourd'hui, on demande entre qui et qui le combat pour la répartition des richesses se déroule, on fait apparaître les anciennes classes. On a l'impression d'une manœuvre sémantique, lorsque l'on essaie d'éviter les vieilles formules de Marx, et, en vérité, on en introduit de nouvelles qui veulent dire la même chose.

De cette prise en charge par l'Etat, ne concluez pas que toute l'économie sera planifiée. Nous avons planifié les secteurs où les problèmes ne peuvent pas être résolus par des initiatives privées. Là, la planification, l'intervention de la collectivité est systématique. En voilà un exemple : une mine devait être fermée parce qu'elle était en déficit depuis des décennies. Nous savions que la poursuite de l'exploitation jusqu'à épuisement coûterait des milliards. Il était donc raisonnable d'assainir la région. Nous avons créé un secteur « planifié » qui concerne 90 000 personnes, ce qui est énorme pour l'Autriche. Ce secteur structuré différemment concerne quatre grandes villes industrielles implantées au milieu de villages, d'une zone agricole, de forêts. Nous avons construit de nouveaux logements, de nouvelles routes, de nouvelles écoles, des écoles secondaires, des écoles professionnelles pour que les jeunes n'aient pas l'obligation d'aller à la mine et apprennent de nouveaux métiers. Nous avons suscité de nouvelles professions, prévu de nouvelles usines, encouragé les entreprises privées. Et alors nous avons dit aux ouvriers : maintenant, nous devons définitivement fermer la mine, mais nous avons au même endroit, dans des entreprises modernes pleines d'avenir, des emplois pour vous. Pour une partie d'entre eux, ces derniers ne représentent pas des salaires aussi élevés que ceux perçus par les mineurs les plus qualifiés ; mais ils sont de l'ordre de ceux perçus par un très bon ouvrier ou employé autrichien. Et le « remodelage » a réussi.

Tout cela s'est passé sous la conduite directe du gouvernement. L'industrie privée a collaboré à cette opération parce qu'elle y a vu son intérêt. De telles opérations sont fréquentes. Et si nous croyons à la planification sectorielle, nous savons que, pour la réussir, il faut l'entreprendre là où elle s'impose et la conduire depuis le début.

— Quelle sorte de relations y a-t-il entre les organismes d'Etat et l'industrie privée ?

— Nous avons développé une collaboration importante avec l'industrie du papier sur le problème de la pollution de l'environnement. Cette dernière est le plus grand pollueur d'eau du pays. Or les investissements nécessaires se chiffrent par milliards. Nous avons passé un accord avec l'industrie du papier — privée pour la plus grande partie — et toute l'amélioration de la structure de cette industrie a eu lieu avec l'aide du gouvernement.

— Parlant de planification sectorielle, voulez-vous dire qu'il n'y a pas de planification générale ?

— A côté, nous nous efforçons d'établir une planification régionale, ce qui pour un Etat fédéral est très difficile, étant donné l'importance des pouvoirs des régions, six d'entre elles étant gouvernées par les conservateurs.

Il y a aussi toutes les questions relatives à la politique familiale, qui a chez nous un caractère tout à fait particulier, car nous fondons toute la planification familiale sur l'égalité des chances. Nous savons très bien que, compte tenu des différences sociales, l'égalité des chances ne pourra être réalisée. Tout simplement parce qu'un enfant qui est élevé dans une famille ouvrière ne peut avoir la même égalité de chances que l'enfant d'un médecin. Mais nous nous efforçons, autant que possible, tout d'abord grâce aux aides matérielles, d'amener un nombre de plus en plus grand d'enfants à l'égalité des chances.

— Cette planification est-elle une des raisons qui ont permis à l'Autriche de mieux résister à la crise que les autres pays occidentaux ?

— J'affirme qu'il n'y a pas de raisons inexplicables au fait que l'Autriche se tire mieux que d'autres de la crise économique mondiale. Certains, friands de recettes, veulent voir dans l'évolution de notre commerce extérieur les raisons de nos succès. Mais







ce dernier a régressé énormément dans les autres pays. Les autres parlent de la stabilité monétaire : mais il y a des pays dont la stabilité monétaire est connue, comme la R.f.a. par exemple, et qui ont un important chômage. D'autres invoquent un besoin de rattrapage. Mais l'industrie du bâtiment, par exemple, était chez nous aussi touchée qu'en Allemagne et peut-être plus durement, parce que nous avons des entreprises beaucoup plus sensibles à la crise. Ce qu'il faut savoir, c'est que le gouvernement, l'Etat ont beaucoup fait.

Certes, le poids de l'industrie « étatisée » nous a aidé. Mais, dans ces années de crise, nous avons fait beaucoup d'investissements publics : modernisation des chemins de fer, construction rapide de voies de communication et de bâtiments scolaires. En dehors de cela, nous avons mis au point un système qui permet au privé d'investir à des conditions particulièrement favorables. Avec des crédits qui sont souvent à un taux bas et à long terme. Bon nombre d'agents économiques ont utilisé cette chance alors que, normalement, ils n'auraient pas investi pour investir. Nous avons tout simplement amené une partie de l'industrie à agir contre ses propres habitudes. Alors que le capitalisme investit uniquement lorsque la demande est très importante, nous avons provoqué l'investissement lorsque la demande était très faible. Grâce à cela, ces industriels ont obtenu des machines à meilleur marché, construit à meilleur marché et ils se sont renforcés pour la prochaine période d'essor...

— Quel rôle ont joué en Autriche, dans ces circonstances, les multinationales ?

— Les multinationales n'ont pas besoin d'un capital bon marché : elles n'ont pas de difficultés ! En revanche, elles ont considéré l'Autriche comme un exemple pour leur renommée. Et, en période de crise, elles n'ont pas retiré leurs commandes à l'Autriche. Nous n'avons donc pas fait de mauvaises expériences avec les grandes multinationales...

— Quel rôle joue la politique de neutralité de l'Autriche dans le cadre de la politique intérieure ?

— Je dirais, en ce qui concerne la politique intérieure : aucun. Car l'Autriche est un pays très orienté vers l'Occident et notre démocratie est à 100% de type occidental. Cela a joué dans une certaine mesure un rôle car il était plus facile, après la diminution des exportations vers le monde occidental, d'élever fortement nos exportations vers l'Est et le Moyen-Orient. Là, notre position de pays neutre nous a été bénéfique.

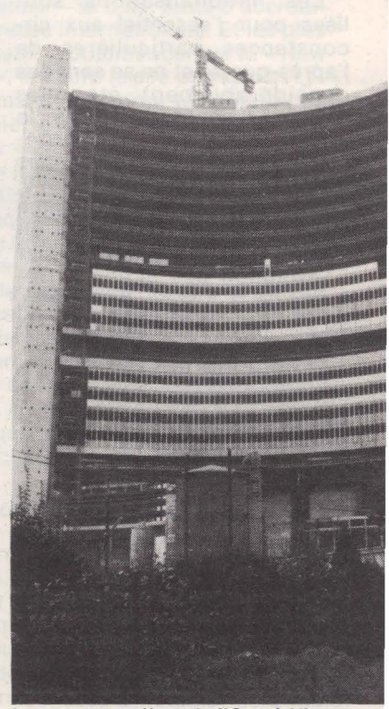
— Quelle part a prise l'Autriche dans le processus de détente internationale et que comptez-vous faire dans l'avenir ?

— L'Autriche se voit volontiers comme un pays qui tente des expériences. Nous ne nous faisons pas d'illusions, le processus de tension internationale est une conséquence de l'équilibre des forces dans le monde. Va-t-on vers un changement de l'équilibre ? Alors, la politique de tension changerait aussi de données.

Propos recueillis par
STEFAN COLLIGNON



A la gare de Vienne, un Juif en partance pour l'U.r.s.s., retour d'Israël.



Le nouveau siège de l'Onu à Vienne.



La gauche et le pouvoir en Europe

→

s'explique pour deux raisons essentielles : d'une part, les régions de montagne et d'agriculture, qui sont les plus nombreuses, sont aussi les plus traditionalistes ; d'autre part, le Parti, qui est dirigé par une forte personnalité à l'échelon national (le chancelier Kreisky), manque de cadres et de leaders ayant un poids équivalent dans un certain nombre de régions.

L'un des traits les plus originaux de l'économie autrichienne est le poids du secteur public et nationalisé. L'Autriche a réalisé, en matière de nationalisation, pratiquement plus que n'en prévoit pour la France le programme commun de la gauche. Parmi les secteurs les plus importants, on peut notamment citer les banques, la sidérurgie, la chimie, les transports (ferroviaires et routiers). Entre 30 et 35 % de la population active travaille dans des entreprises publiques.

Les nationalisations sont liées pour l'essentiel aux circonstances particulières de l'après-guerre et ne se sont pas considérablement étendues depuis, y compris après la constitution des gouvernements socialistes homogènes qui dirigent le pays depuis 1970. Pour l'essentiel, le programme de ces derniers concernait en effet ce qu'on peut appeler « l'évolution des mœurs » (réforme de la Justice, de l'armée, du statut de la femme, de la famille, politique de l'éducation, etc.), plus que les réformes des structures économiques. Si le secteur public et nationalisé ne s'est donc pas étendu à proprement parler, il a par contre été utilisé à fond par les socialistes pour mener une politique industrielle active ayant un double objectif : garantir une relative indépendance de l'économie nationale, notamment par rapport aux firmes allemandes et multinationales installées en Allemagne fédérale ; maintenir un relatif plein emploi. L'essentiel de cette politique a été fondé sur le crédit, les banques nationalisées — et la banque des syndicats — jouant un rôle actif dans le développement industriel par des prises de participation dans de nombreuses entreprises, des aides à l'investissement dans les secteurs créateurs d'emplois (bâtiment, travaux publics, par exemple) ou les régions les moins favorisées.

Sans trop de drames

Concernant l'emploi, certains aspects de la politique des socialistes sont en soi peu originaux, qu'il s'agisse des restrictions massives de l'immigration, fondées sur le non-renouvellement systématique des contrats de travail pour les salariés étrangers (principalement italiens et yougoslaves), ou de la mise en œuvre de grands travaux sur fonds publics (construction du métro de Vienne, autoroutes, tunnels routiers, etc.).

D'autres aspects sont plus intéressants. Il en est ainsi, par exemple, des dotations budgétaires importantes faites aux gouvernements régionaux pour constituer des fonds d'intervention et de soutien à l'économie. Ces fonds permettant de faciliter les opérations de reconversion ou d'aider les entreprises en difficulté. Ces opérations réalisées sous le contrôle conjoint des gouvernements régionaux, des syndicats et des Chambres patronales se font avec l'appui des différentes administrations concernées (caisses de chômage, services de formation professionnelle, agences de placement, etc.) intervenant à titre d'experts. Les solutions proposées (reconversion des salariés en cas de fermeture de l'entreprise ou de mutation de ses activités ; ou, au contraire, relance de la production permettant de surmonter une phase conjoncturelle difficile) sont soumises à l'appréciation des partenaires sociaux. Cette méthode, si elle ne supprime pas tous les conflits, diminue cependant de façon sensible les coûts sociaux des restructurations industrielles, et permet d'éviter un certain nombre des drames qui traditionnellement accompagnent les faillites d'entreprises et les licenciements collectifs.

Bien qu'il soit encore un peu tôt pour tirer de la politique économique menée par le gouvernement un bilan d'ensemble, on peut cependant constater que l'Autriche est l'un des pays d'Europe qui ont le mieux surmonté la crise depuis 1973. D'une part le taux annuel d'inflation a toujours été inférieur à 8 %, même en 1974, soit juste un peu plus que l'Allemagne (7 %). D'autre part, le taux de chômage a toujours été inférieur à 2 %, soit beaucoup mieux que l'Allemagne (4,7 % en 1975).

Compatibles

Pour se faire une juste idée des atouts et des difficultés de l'économie autrichienne, il faudrait aussi examiner le bilan de son commerce extérieur et le rôle important que l'Autriche joue dans les relations économiques Est-Ouest, dont témoigne, par exemple le nombre considérable d'entreprises d'import-export spécialisées dans les échanges avec les pays socialistes, qui sont installées à Vienne. Ce rôle n'est d'ailleurs pas étranger aux choix faits par le gouvernement autrichien et le S.p.ö. en matière de politique internationale, qui sont sensiblement différents de ceux de l'Allemagne fédérale. Mais il s'agit là d'un domaine d'investigation qui serait trop vaste pour en traiter dans cette simple note.

La leçon essentielle que le Parti socialiste en France peut tirer du cas autrichien est, en fait, la suivante : avec un seuil de nationalisation et de socialisation de l'économie équivalent, voire supérieur à celui que prévoit le programme commun, l'Autriche n'a sombré ni dans la récession ni dans l'étatisme. L'exemple autrichien démontre la compatibilité de l'existence d'une économie de marché avec un large secteur public compétitif. Il peut, de ce fait, servir à réfuter les arguments sommaires de ceux qui au sein de la majorité polémiquent contre le programme commun, en affirmant que les solutions qu'il propose débouchent soit sur la fonctionnarisation généralisée du pays ou le totalitarisme, soit sur l'anarchie.

JEAN-PAUL BACHY

LA REVOLUTION DES "CONJOINTS PARTENAIRES"

Une petite révolution silencieuse s'est effectuée au cours des dernières années dans les mœurs autrichiennes et s'est terminée pour l'essentiel en 1976. Elle concerne la législation familiale qui, dans un pays de vieille tradition catholique, apparaissait souvent comme d'un autre âge. Il faut dire qu'elle s'appuyait sur des textes de 1811, c'est-à-dire d'une époque où le Code Napoléon faisait des ravages dans toute l'Europe.

Selon cette nouvelle législation a été créée la notion des « conjoints partenaires » comme base du mariage. L'égalité juridique complet de l'homme et de la femme est ainsi réalisée par l'élimination de l'interdiction par le mari d'une activité professionnelle pour l'épouse, de l'obligation pour celle-ci de suivre le mari à son domicile et du titre de « chef de famille » réservé à l'homme.

Dans le couple, l'homme et la femme sont des partenaires égaux et il n'est plus question de leur fixer des « rôles naturels ». Lors de la conclusion du mariage, les conjoints peuvent choisir le nom de famille de l'homme ou de la femme. Ils sont propriétaires à titre égal des objets acquis pour le ménage commun et, en cas de divorce, le logement est laissé à celui qui en a le plus urgent besoin, l'autre étant indemnisé.

Toujours pour le divorce, la priorité est de garantir les droits de l'enfant : une procédure spéciale de prévoyance d'entretien est donc prévue. Quant aux biens, ils sont obligatoirement répartis entre les époux, étant entendu que le plus faible économiquement reçoit une compensation patrimoniale plus élevée. Enfin a été éliminée du Code civil la notion de discrimination entre enfants légitimes et enfants illégitimes.

Ces textes, présentées par le gouvernement socialiste, font suite à une longue lutte entre les forces de droite, en particulier la Démocratie chrétienne, qui n'avait cessé depuis 1918 de s'opposer à toute évolution du droit dans ce domaine.

CHASSE A "L'HOMME QUI EN SAIT TROP"



Chasse à l'homme en Europe occidentale, avec un gibier qui n'est pas n'importe qui et un chasseur qui n'est pas n'importe lequel non plus. Voilà comment Washington a tout fait pour obtenir l'expulsion d'Angleterre de Philip Agee, cet ancien cadre de la C.i.a. qui, il y a quatre ans, se réfugiait en Cornouailles pour y écrire le récit détaillé de ses douze ans de carrière en Amérique latine : « Journal d'un agent secret » (Editions du Seuil). Après avoir cru aux beaux discours de Kennedy sur la mission des Etats-Unis comme défenseur « du monde libre, dégoûté du travail qu'il avait eu à faire sur le terrain, Agee avait décidé de mettre désormais au service de tous ceux qui, à travers le monde, luttent contre la puissance du capitalisme américain, une arme redoutable : sa connaissance des méthodes, du fonctionnement, des opérations et des agents de la C.i.a.

Depuis lors — un ancien dirigeant de la « Compagnie » le confirmait récemment à la télévision britannique — Washington fait pression sur le gouvernement britannique pour que ce « traître » soit expulsé. Londres a tenu bon plus longtemps que Paris où s'était d'abord installé Agee mais qu'il avait quitté parce que ses anciens collègues y agissaient avec une telle liberté — il en raconte quelques exemples dans son livre — qu'il craignait pour sa vie. Finalement, il aura fallu que l'économie britannique soit au bord de la faillite et que Londres sollicite un gros prêt du Fonds monétaire international pour que l'indésirable Américain soit de nouveau menacé.

Aucun des motifs invoqués jusqu'à ce jour pour justifier une décision de ce genre ne résiste à l'analyse. Agee a été accusé de « disséminer des informations préjudiciables à la sécurité du Royaume-Uni ». C'est faux : il ne parle que de ce qu'il connaît, c'est-à-dire de la C.i.a. On a dit aussi qu'il aurait participé à l'établissement d'une liste d'agents du gouvernement britannique en Irlande du Nord. Là encore, l'accusation est sans fondement. Enfin, Agee serait ainsi sanctionné pour avoir fourni les éléments d'un article paru dans une revue gauchiste américaine sur les liens existant entre la C.i.a. et les services secrets sud-africains. Cela aurait pu être vrai, mais il se trouve que cet article, fort intéressant, est fondé sur un mémorandum de l'Onu publié à peu près en même temps par le « Sunday Times » de Londres, dont nul ne peut contester l'honorabilité.

Toutes ces rumeurs et fausses accusations ne prouvent qu'une chose : le but de l'opération est ailleurs. Or que se passera-t-il donc si, en dépit de l'indignation des groupes parlementaires travailliste et libéral, Agee est effectivement contraint de quitter le Royaume-Uni ? S'il rentre aux Etats-Unis, il sera, selon toute vraisemblance, arrêté à sa descente d'avion et inculpé pour avoir violé la promesse de silence qu'il a signée en entrant à la C.i.a. Après dix-huit mois d'enquêtes et de révélations dont les retombées éclaboussent tout le monde, c'est une chose que plus personne ne souhaite dans les milieux politiques de Washington.

Non, la manœuvre est plus subtile : en interdisant à Philip Agee le droit d'asile dans les démocraties qui orbitent autour de Washington, le gouvernement américain espère bien l'acculer à se réfugier dans un pays socialiste. Ainsi, au moment où il s'apprête à sortir un second livre sur les activités de la C.i.a. à travers le monde, le témoignage de « l'homme qui en sait trop » sera totalement discrédité. S'il s'installe à Cuba, par exemple, ne sera-ce pas la preuve qu'il n'est qu'un agent « retourné » par le K.g.b. et qu'aucune de ses révélations n'est digne de crédit ?

Depuis la défection d'Agee, telle est en effet la version que — par l'intermédiaire de journalistes amis — la C.i.a. tente d'accréditer dans la presse internationale. Et les plus grands journaux, à commencer par le « New York Times », s'y sont laissé prendre !

Mais, par malchance pour les auteurs de cette calomnie, le journaliste John Marks — co-auteur de « La C.i.a. et le culte du renseignement » (Laffont) — vient de se procurer l'exemplaire de la revue intérieure de la C.i.a. dans laquelle avait paru la critique du livre de Philip Agee. Cette revue trimestrielle, qui s'appelle « Studies in Intelligence » (Etudes sur le Renseignement) n'est destinée qu'aux seuls employés de la « Compagnie » et — les hommes de la C.i.a. se prenant volontiers pour des intellectuels — elle a toutes les apparences d'une publication académique. A ceci près qu'elle est classée secrète et que, n'étant pas destinée au public, elle ne cherche à bluffer personne.

Entre « pros »

Ainsi, au moment même où, publiquement, la C.i.a. dressait le portrait d'un Agee alcoolique et manipulé par Moscou, voici comment, entre « pros », on évaluait son témoignage sur les opérations du Venezuela, en Uruguay ou au Mexique : « Sa connaissance des personnalités et de l'Histoire loca-

→

les est impressionnante. Et je ne trouve rien à redire à la façon dont il décrit et analyse les événements... Je ne lui ferai pas non plus grief de l'inquiétude (partagée par le gouvernement U.s.) qu'il ne cesse de manifester à propos de l'inégalité des revenus en Amérique latine... Et je peux même le suivre lorsqu'il affirme que la politique américaine ne tient pas toujours pleinement compte de telles injustices... »

L'auteur de la critique reconnaît également que « les 50 pages qu'il consacre au récit de sa formation constitue une description fidèle du monde du renseignement, de la structure de la C.i.a., de ses doctrines, des trucs du métier et du jargon des opérations clandestines». Il va jusqu'à dire que, bien que le livre d'Agee « figurera sûrement désormais au programme de tous les cours élémentaires de formation du K.g.b. », il se peut cependant « qu'il ait également une influence bénéfique en éduquant le public sur le monde du renseignement ».

En définitive, la seule critique de fond qui est adressée au livre d'Agee par ses anciens collègues ne relève ni de George Washington ni de Harry Truman, mais de Sigmund Freud : ayant noté qu'Agee s'étend peu sur ses problèmes personnels pour expliquer sa prise de conscience, l'auteur de l'article le qualifie « d'homme aux attachements superficiels », et conclut en ces termes : « Comme d'autres adolescents des années 60 ont manifesté leur idéalisme impatient et frustré par des actes destructeurs, Agee, qui ne maîtrise pas ses motivations profondes, exprime sa rage et fait preuve d'une arrogance démesurée » !

Que ce texte nous soit parvenu est un hommage rendu à la démocratie américaine puisque, pour l'obtenir, John Marks n'a eu qu'à faire jouer le « Freedom of Information Act », loi par laquelle un citoyen américain a le droit de réclamer à l'administration qu'elle lui communique tous les documents qu'il désire, à charge pour elle de prouver qu'elle ne le peut pas. C'est parce qu'il a été élevé avec une telle conception de la démocratie qu'Agee est aujourd'hui l'un des adversaires les plus acharnés de la C.i.a. Il ne s'en cache pas. Il mérite qu'on le traite comme tel et qu'on cesse d'employer contre lui les méthodes que justement il dénonce.

NINA SUTTON

Une regrettable erreur s'est glissée dans l'éditorial de Maurice Séveno sur le supplément « Unitélédis » paru dans notre n° 227 de la semaine dernière.

Dans la troisième colonne 1er paragraphe concernant les conditions d'abonnement pour l'année 1977, c'est bien entendu 50 F par an et non par mois qu'il fallait lire.

Vous aurez rectifié vous-mêmes, d'autant mieux qu'il est question une ligne plus bas de 10 numéros par an.

Avec nos excuses pour cette erreur pour le moins... inflationniste.

Alimentation

L'INNOVATION, C'EST TOUJOURS PLUS DE PROFIT...

ou comment gagner encore plus d'argent avec le steak de Rhône-Poulenc à base de protéine filée... emballé suivant les méthodes de la « révolution Carrefour ».

Quenelles de volaille, huîtres au champagne, cognac à l'orange et filets de dinde cuite... Les industriels agro-alimentaires jouent, dans les hauts de gamme, la carte « naturel ». Les mentions « sans colorant » ou « sans additif », prolifèrent sur les boîtes de fromage, les pâtés, les saucissons, etc. Ils appellent cela « produits nouveaux » ce qui leur permet de vendre plus cher un produit sensiblement équivalent.

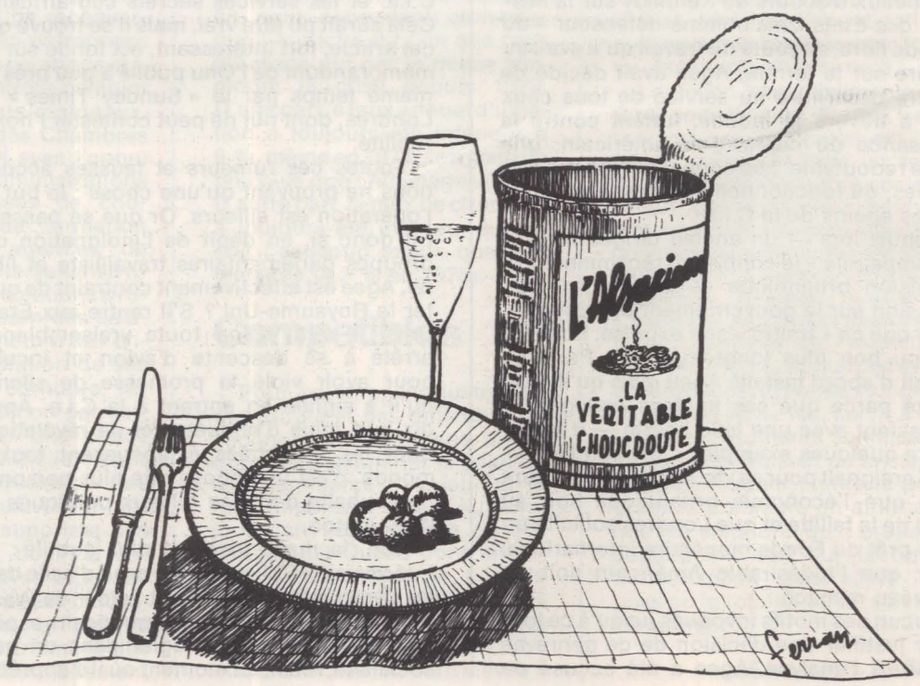
Des « équivalents »

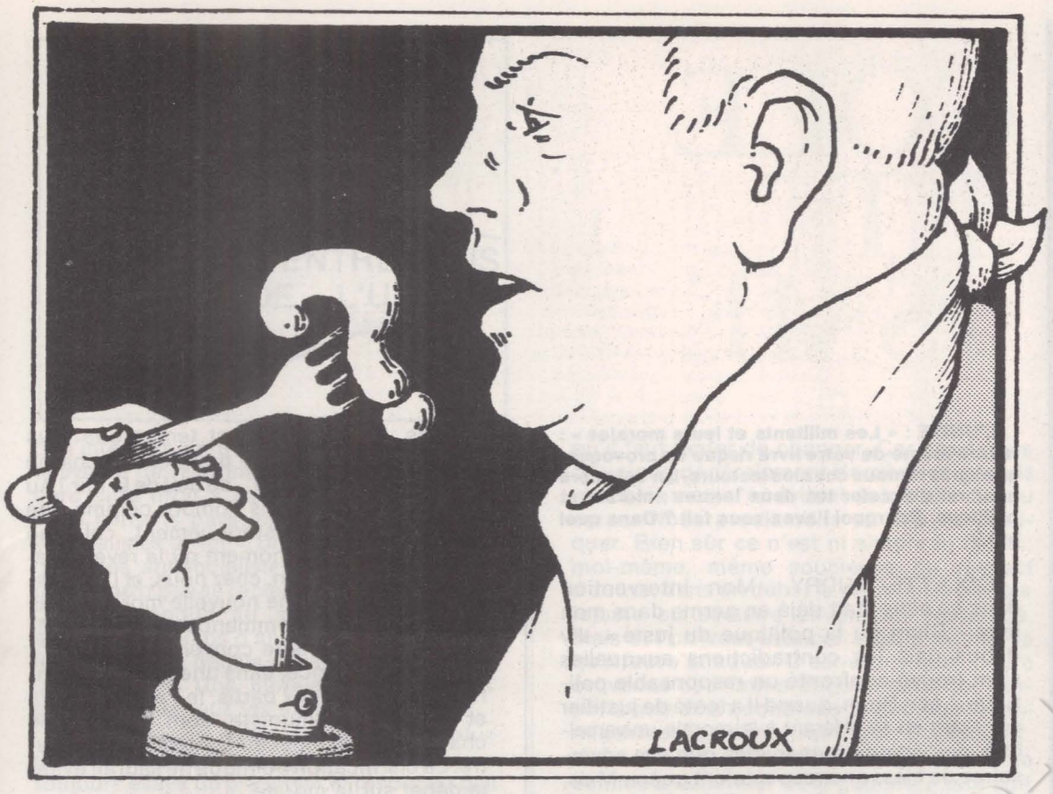
Mais cela ne suffit pas. Par ces temps de crise, les marges de profit s'amenuisent et les industriels développent une nouvelle technique pour rétablir leurs bénéfices : ils jouent sur la qualité en utilisant de plus en plus des produits dits de substitution. Ainsi, protéines, sirops de sucre, nouvelles matières premières ont été mis en vedette par le dernier salon de l'alimentation. Leur plus grande partie consiste en protéines moins chères que les protéines conventionnelles : viande, œufs, etc. On peut, par exemple, fabriquer des meringues avec 30 % d'œuf seulement, le reste étant apporté par des protéines dérivées du lait, de bonne valeur nutritive mais nettement moins chères.

De même, sous le charmant vocable de protéines non conventionnelles, les industriels créent des « équivalents jambon », ou « équivalents steak » à base de végétaux — du soja pour l'essentiel. Les farces de raviolis, les conserves de charcuterie, les steaks hachés, les granulés pour animaux sont souvent composés pour partie avec ces farines dégraissées contenant environ 50 % de protéines.

Une deuxième orientation utilise des procédés de texturation inspirés du filage dans le textile, la farine végétale purifiée contient cette fois 90 à 95 % de protéines. Mais, dans ce cas, on ne veut pas imiter la viande. Rhône-Poulenc, en France, cherche actuellement à développer cette gamme, commercialisable sous forme surgelée. Quoique plus chère que la première formule (6 à 8 F le kilo au lieu de 2,50 F environ), elle est beaucoup moins coûteuse que la viande pour un apport en protéines beaucoup plus important.

Ce type d'innovation peut sembler très satisfaisant. Agréables au goût, diététiquement irréprochables puisque pratiquement dénuées de matière grasse, ces protéines filées sont utilisables dans n'importe quelle





préparation. On peut y ajouter des arômes naturels ou artificiels, supports d'industries qui tendent également à se développer avec par exemple un E 4326, « le goût de la viande de bœuf cuite à feu vif avec du beurre jusqu'à être bien brunie »... Tout un poème. Sans doute l'image fait-elle frémir les gastronomes imaginatifs qui se voient déjà dégustant quotidiennement ce genre de plats, se réservant la bonne chère façon rétro pour les jours de fêtes ; tout cela dans un futur pas si éloigné, déjà.

Mais, dans l'esprit de ces industriels inventifs l'utilisation de ces produits demeurant encore aléatoire dans les pays à fort niveau de vie et sans problème alimentaire, l'avenir immédiat est ailleurs. Il s'agit surtout de courir à la rescousse du tiers monde, puisque, c'est un lieu commun, les pays sous-développés manquent cruellement de protéines. Comme chacun le sait, les Etats-Unis vivent dans la hantise d'une grave crise alimentaire mondiale...

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'essentiel des recherches en matière de protéines végétales portent sur le soja et non sur l'arachide, le colza, le sorgho ou les féverolles, dont les farines pourraient être traitées pour le même usage. Par l'intermédiaire du soja, les Etats-Unis renforcent leur position de monopole. Ils jouent sur les cours de telle façon que l'année où la toute jeune production brésilienne les importune, le marché brésilien s'écroule et, avec lui, les paysans qui s'étaient lancés dans le soja...

Car s'il est « moral » de vouloir créer des protéines pour nourrir les petits Indiens, on oublie de dire que pendant ce temps-là, des paysans du tiers monde abandonnent les cultures vivrières pour produire du soja, ou une autre culture industrielle. Et qu'ils se nourrissent moins bien, de façon moins équilibrée... A l'heure où les industries alimentaires se développent, l'innovation devient, entre les mains des multinationales, non pas un moyen de mieux nourrir le monde, mais un outil au service de monopoles.

Bonnes innovations

Car les multinationales traditionnellement centrées sur les produits de base préparent activement la relève des produits naturels par les produits de substitution, qui joueront certainement un rôle important dans la prochaine décennie. Aux Etats-Unis, on constate un effort accru de recherche et développement en matière alimentaire, afin de consolider une avance déjà notable.

En effet, la crise aura certainement pour conséquence de pousser les pays développés à rechercher une plus grande indépendance. Les détenteurs de pétro-dollars et les autres pays du tiers monde disposant de quelques ressources financières s'efforcent également de développer leur capacité de production alimentaire de base, ce qui leur permettrait d'économiser des importations.

Et cela passe également par l'innovation. Dans les pays en voie de développement les tentatives pour retrouver une indépendance alimentaire passent souvent par cette recherche. Ainsi, le Sénégal peut aujourd'hui fabriquer des pains de mil, mais il a dû mener tout seul ses recherches. Le mil n'étant pas une production courante dans les pays développés, à quoi bon chercher à l'utiliser...

De même, la valorisation des sous-produits laitiers, comme le lactosérum qui se rejette actuellement par tonnes dans les caniveaux, peut permettre de résoudre certains problèmes... Avec les sous-produits des abattoirs et des pêcheries, on peut aussi reconstituer des viandes et des poissons plus appétissants. Grâce aux protozoaires, il devient possible d'éliminer les boues produites après épuration des eaux usées. Ainsi on fait d'une pierre deux coups, on dépollue tout en fabriquant à peu de frais des protéines d'excellente valeur nutritive...

Car il ne faut pas oublier que le déficit mondial en protéines ne peut que s'accentuer. Déjà l'Europe importe 77 % de ses besoins — pour la nourriture animale — en soja américain. Dans les pays en voie de développement, le problème se pose non pas pour la nourriture des animaux, mais pour celle des populations. Il n'est donc pas inutile que « l'innovation » se poursuive. Mais elle a, dans le système actuel des limites étroites. Car pour l'instant, il s'agit d'assurer aux plus grosses firmes une meilleure maîtrise du marché, du travail des paysans d'ici et d'ailleurs, des goûts du public. Questions que les industriels de l'agro-alimentaire préfèrent éviter. On comprend pourquoi !

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

« LE MARKETING AU FRIGO »

De l'eau minérale présentée en brique de carton, comme du lait, est-ce une innovation ? Tout dépend du point de vue auquel on se place. Pour le consommateur, l'eau minérale reste de l'eau minérale, quel que soit son emballage, même si cet emballage apporte une « amélioration », comme dans le cas du pain de mie présenté de telle façon qu'on puisse en voir la tranche.

Mais les industriels ne sont pas de cet avis, comme l'a montré le congrès de l'Association pour la promotion industrie-agriculture (Apria) chargée de présenter les « produits nouveaux » au récent Salon international de l'alimentation. Sous le titre « Innovation dans l'innovation », il réunissait des industriels de tous pays, Etats-Unis et Angleterre en particulier. Pour eux, la grande « innovation » de 1976 réside dans la « révolution Carrefour » !

« Le marketing au frigo ! » semblent-ils s'écrier d'une seule voix, Américains en première ligne. Bel ensemble attendrissant : les industriels battent leur coulpe et découvrent les règles du « bon sens ». La crise de 1973 et les revendications des consommateurs amènent une nouvelle stratégie.

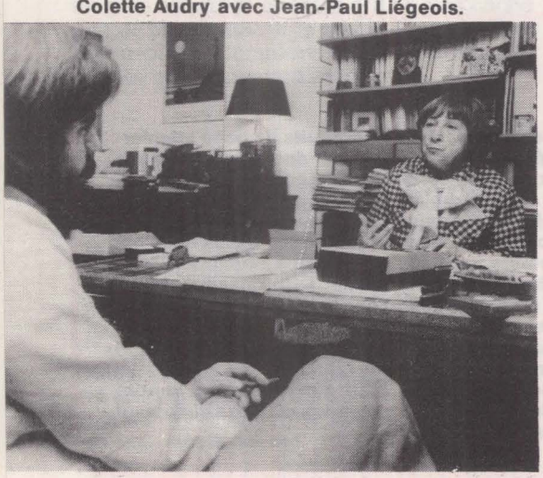
Il leur est difficile de répercuter dans les prix de vente la totalité des hausses des matières premières, des frais financiers, tout en conservant les mêmes marges bénéficiaires. Résultat : il leur faut, à partir de produits de base standardisés multiplier la gamme des produits offerts aux acheteurs, limiter leurs coûts et surtout freiner les « dépenses inutiles ». Car les industriels réalisent soudainement que les emballages et la publicité atteignent des coûts excessifs : par exemple, certains emballages atteignent 40 % de la valeur du produit fini. Les consommateurs, qui n'en demandent pas tant, vont peut-être voir se simplifier l'apparence des produits...

Après un bilan des « dépenses inutiles dues à un marketing aveugle », on cherche à faire des économies. Mais, bien sûr, pas pour vendre moins cher... Les économies restent strictement réservées au profit.

COLETTE AUDRY : " LA GAUCHE DOIT INVENTER UNE NOUVELLE MORALE"

Il y a l'écrivain. Il y a la militante. Au fil de son existence, Colette Audry a toujours su mener de front les deux tâches. Auteur de nouvelles ou de récits (« On joue perdant », « Derrière la baignoire », « L'autre planète »), auteur de théâtre (« Soledad »), elle n'en a pas moins écrit des ouvrages de réflexion : « Sartre et la réalité humaine » (Seghers) et « Léon Blum ou la politique du juste » (Denoël). Et participé à l'aventure de la revue « Les Temps modernes » de 1945 à 1960. Professeur de lettres, amie de longue date de ses « collègues » Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, elle n'a eu cesse de vivre au rythme politique de son temps : on la trouve, avant guerre, à la S.f.i.o., dans les rangs de la « Gauche révolutionnaire » aux côtés de Marceau Pivert et au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Inscrite au P.s.u. de 1960 à 1967, elle adhère au Parti socialiste en 1969. Elle est membre du Comité directeur du P.s. Elle dirige la collection Femme aux éditions Denoël. « Les militants et leurs morales », le livre qu'elle vient de publier chez Flammarion dans la collection La rose au poing, (disponible au Club socialiste du livre, est incontestablement le point de convergence de la femme, de la militante, de l'intellectuelle et de l'écrivain. Livre-somme ? Plutôt livre-apostrophe qui nous envoie à la figure quelques questions qu'il vaudrait mieux ne pas éviter. C'est toute la gauche qui est concernée par les interrogations de Colette Audry. L'enjeu est de taille.

Colette Audry avec Jean-Paul Liégeois.



L'UNITE : « Les militants et leurs morales » : le titre même de votre livre risque de provoquer quelques remous chez les lecteurs. Il n'est guère habituel d'accoler les deux termes : morale et politique. Pourquoi l'avez-vous fait ? Dans quel but ?

COLETTE AUDRY : Mon intervention dans ce sens était déjà en germe dans mon livre « Blum ou la politique du juste ». J'y débusquais les contradictions auxquelles s'est trouvé confronté un responsable politique, Léon Blum, quand il a tenté de justifier ses actes en se référant à la morale universelle, à des valeurs humanistes que ses adversaires de classe ne respectaient guère. Mais, dans cet ouvrage, je ne traitais absolument pas d'une autre morale qui occupe aussi le terrain politique français depuis le congrès de Tours de 1920 : la morale bolchevique, qui s'était justement définie, à l'époque, par opposition à la morale social-démocrate. Après les événements de Tchécoslovaquie, en 1968, en commençant un livre sur la mort du Printemps de Prague — livre que j'ai finalement abandonné — j'ai lu et relu les écrits et réflexions de nombreux militants qui s'étaient détachés du stalinisme, de la morale bolchevique. Et ce aussi bien en France qu'en Hongrie, en Pologne qu'en Tchécoslovaquie. Mais de là à écrire un livre sur les deux morales... Il fallait que je sois provoquée. Pour le livre sur Blum, c'est Jean-Paul Sartre qui m'avait alors réclamé une étude pour « les Temps modernes ». Cette fois, c'est Bernard Pingaud, qui dirige la collection La rose au poing, qui m'a interpellée : « Dis, Colette, n'aurais-tu pas quelque chose à écrire ? » Je ne me suis pas dérobée, j'ai répondu immédiatement : « Oui, j'ai envie de faire un livre sur la morale et la politique ».

Pourquoi ? Pour en finir avec une hypocrisie. Pour faire apparaître clairement ce qui était jusqu'à maintenant du clandestin en pleine lumière. Car c'est un fait indéniable : la morale est présente à chaque moment de la vie d'un militant. Qu'il l'avoue ou non. Qu'il en soit conscient ou pas. La morale est présente dès le premier engagement : on entre en politique sur des motivations morales, pour combattre l'injustice, pour construire une société meilleure — je parle de la gauche, évidemment. Et si par hasard un militant affirme tout à trac se préoccuper uniquement de stratégie politique mais surtout pas de morale, il n'est pas rare de le voir dans les minutes qui suivent prononcer un jugement moral péremptoire sur tel événement ou telle personne. Je dirai plus : l'intervention de la morale dans l'acte polititique est nettement plus virulente, beaucoup moins nuancée que lorsque la morale sert à considérer un acte privé, héroïque ou criminel. Dans ce dernier cas, on tente généralement de comprendre et d'expliquer. En politique, la morale est plus directe : « C'est un salaud ! C'est honteux ! Quelle injustice ! » etc.

Alors, je crois qu'il est temps que tous les militants de gauche prennent en charge la morale qui les guide... au lieu de la fuir ! Au lieu de la laisser dans l'ombre comme une tare inavouable. Historiquement, cela me semble urgent au moment où la revendication de l'autogestion, chez nous, et l'expression du besoin d'une nouvelle morale, dans les pays de l'Est, commencent à s'exprimer très haut de manière convergente. Au moment où, en France, dans une période historique d'union, deux partis, le Parti socialiste et le Parti communiste, sont en train de changer et d'évoluer au contact l'un de l'autre. La clarification politique ne saurait éviter le débat sur la morale.

— Oui mais, d'après vous, la morale d'un militant socialiste et celle d'un militant communiste ne sont pas identiques. N'y a-t-il pas un fond commun ? Où sont les différences ?

— Le choix éthique premier, la petite étincelle morale de départ d'un communiste et d'un socialiste, qui les poussent au militantisme, à l'activité politique, sont les mêmes chez l'un et chez l'autre. Il n'empêche que, par la suite, dans l'action, ils vont se référer à deux systèmes de valeurs différents. Choisir d'entrer en politique au P.s. ou au P.c. relève de la même démarche : vouloir un monde meilleur, espérer une humanité différente. En somme, c'est se battre avec l'envie de construire une société socialiste qui soit plus humaine pour chaque homme, plus humaine dans les rapports des hommes entre eux. Reste à savoir par quels moyens on entend y arriver : c'est sur ce point que divergent la morale social-démocrate d'une part, la morale bolchevique de l'autre.

Aux socialistes et aux communistes, Marx a apporté des certitudes en commun : ce n'est pas avec des revendications morales qu'on changera le monde ; il faut d'abord examiner l'état de la société, l'analyser et s'attacher ensuite à la transformer. Partant de cette attitude, socialistes et communistes, sont d'accord sur l'essentiel : nous vivons dans une société de classes. Mais quelle attitude avoir par rapport à cette situation ? La scission entre les deux morales se fait là.

Pour les bolchéviques, dans une société de lutte de classes, nous nous battons contre un ennemi qui ne respecte aucune règle, qui n'en est pas à un coup bas près.

Pour les bolcheviques, dans une société en état de guerre permanente et tout contact doit être rompu avec la classe ennemi. A partir de là, les bolcheviques vont se considérer comme étant dans une citadelle assiégée et vont aller jusqu'à introduire la guerre à l'intérieur des murs. Sur quel principe ? Sur le simple adage : « Le seul devoir du révolutionnaire est de faire la révolution ». Pour mener cette tâche à bien, on choisit une ligne politique décrétée « juste » et tout désaccord devient impossible : qui discute la ligne devient implacablement un ennemi



de l'intérieur, un traître, etc. La morale bolchevique ne reconnaît ni le droit au désaccord ni le droit à l'erreur. C'est ainsi que, dans certains pays, en voulant forger des « socialistes de fer », on en est arrivé à fabriquer des antisocialistes. Aujourd'hui, plus personne n'ose se réclamer de ces procédés qui ont conduit au stalinisme. Mais ne serait-il pas temps d'aller plus loin : de faire le compte des dégâts causés par la morale bolchevique ? Une morale qui a toujours proclamé que tous les moyens sont bons.

A l'inverse, se réclamant de valeurs plus universelles, la morale social-démocrate a toujours esayé de préserver et respecter des notions vitales comme la vérité, la liberté et la démocratie.

— Ce qui n'a pas toujours eu des résultats heureux...

— J'en conviens. Et je ne dis pas qu'il n'y ait pas de moments où il soit nécessaire de se conduire en bolchevique. Par exemple, il paraîtrait que, dans le courant de l'été 1973, le général Prats a prévenu Salvador Allende contre une rébellion qui s'organisait dans l'armée chilienne. Prats aurait alors demandé à Allende de « taper dans le tas ». Si ces informations sont exactes, si cela s'est vraiment passé ainsi, il est incontestable qu'Allende a eu tort de ne pas décapiter le complot. Car il y a des moments où il faut savoir taper, si l'on veut vraiment arriver un jour au socialisme.

Mais mon but n'est pas de faire des procès. Je ne mets pas en doute l'honnêteté de certains : Lénine a sans doute été un homme aussi parfaitement honnête que Jaurès. Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas avoir peur des bilans. Le socialisme n'a que 150 ans, c'est vrai. Mais cette jeunesse relative ne doit pas nous empêcher d'oser des analyses. La social-démocratie d'avant 1914 a été une grande chose. D'une certaine façon, les bolcheviques, pendant un certain temps, ont fait ce qu'ils ont pu. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire le point sur ce qui ne va pas, de procéder à un bilan des erreurs qui ont été faites aussi bien au nom de la morale bolchevique qu'au nom de la morale social-démocrate. Et le mieux serait sans doute de les dépasser toutes les deux.

— Comment ?

— Ce n'est pas moi, seule, qui vais trouver une solution, qui vais composer un traité de morale. Je voudrais simplement que le besoin d'une nouvelle morale ne soit plus occulté, qu'il puisse s'exprimer au grand jour. Pour ce faire il faudrait que tous, communistes et socialistes, cessent de se retrancher chacun derrière sa bonne — ou sa mauvaise — conscience. Ce qu'il faut, c'est mettre à l'ordre du jour la lucidité.

Trouver, inventer une nouvelle morale à gauche suppose d'accepter l'idée de faire un bilan en commun. Mais cela suppose aussi de faire le ménage chez soi. Chez nous, au Parti socialiste, ce sont les comportements qu'il faut tenter de changer. Car nous nous réfugions généralement derrière de grands et nobles mots... en évitant de leur donner du corps. Nous proclamons au lieu de pratiquer. Bien sûr ce n'est ni simple ni facile : moi-même, même soucieuse du respect d'autrui, dans un débat je me montre parfois injuste ou sectaire envers un camarade. Mais si l'on veut avancer c'est à ce mal-là qu'il faut s'attaquer. C'est-à-dire que l'heure est venue où il faut préfigurer dans nos rapports humains quotidiens ce que sera la morale de demain. Sinon, qui pourrait y croire ?

En résumé, à l'intérieur du Parti socialiste comme à l'intérieur de la gauche, il faut agir pour éviter que « le débat ne dégénère en combat ». Car l'enjeu est bien celui-là : le P.s. et le P.c. représentent ensemble, aujourd'hui, en France, tout ce qui peut être espéré de socialisme en ce moment ; mais demain ? Demain il faudra une « morale nouvelle » où les valeurs ne seront plus déterminées par les mérites personnels des gens, mais par la qualité des rapports des individus entre eux. C'est vrai qu'au P.s. nous vivons dans un certain pluralisme garanti par les statuts du Parti. Mais c'est insuffisant. Il faut que les militants parviennent à faire avancer l'évolution de leurs comportements quotidiens à la vitesse de leurs idées. Sinon, comment oser envisager l'autogestion un jour ? A gauche, à l'intérieur des partis, dans les actes des militants, sévit encore un certain « état de guerre ». C'est vrai pour le P.s. comme pour le P.c. Je ne peux pas parler au nom des communistes. Mais, en tant que socialiste, je puis dire ceci : si le P.s., si les militants du P.s. n'arrivent à dépasser les comportements du moment où nous sommes, il n'y aura pas de « nouvelle morale », donc pas de socialisme possible. Je n'agite pas l'étendard du pessimisme, je suis seulement réaliste : si l'humanité n'arrive pas au socialisme, elle ira à sa destruction. Il faut savoir ce que l'on veut.

— Ce que vous voulez, pour l'instant, c'est entraîner une prise de conscience à gauche...

— Exactement. Je voudrais que tous les militants, socialistes et communistes, se rendent compte qu'ils s'appuient sur des morales — la bolchevique ou la social-démocrate — insuffisantes et dépassées. Elles sont dépassées parce qu'elles appartiennent déjà au passé, parce qu'elles renvoient à des rapports entre les hommes qui ne seront en aucun cas le fondement du socialisme. Si déjà chacun comprenait cela, nous serions débarrassés de sérieux boulets. Le temps n'est plus d'éviter la question de la morale. Le temps est de commencer à pratiquer une nouvelle morale (et à l'apprendre en la pratiquant) dans les rapports entre militants. Entre des militants qui préfigureraient ainsi la société socialiste de demain.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS.









ÉCOLE ET SOCIALISME

REVUE TRIMESTRIELLE

Le numéro 5 vient de paraître

- Interview de Louis Mexandeau, délégué national à l'éducation du Parti socialiste
- Analyse et commentaire du projet socialiste d'éducation-propositions

Abonnement 1 an : 30 F

C.c.p. Ecole et socialisme
34.775-85 La Source
à adresser : ECOLE ET SOCIALISME
29 bis rue du Colonel Rabier
58200 - COSNE-sur-LOIRE

S.E.C.
SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, Avenue de Saint Ouen
75 - PARIS 17e

Centre de Travaux : 56 - LORIENT
25 Rue Brizeux

Tous Travaux de Canalisations :

EAU — GAZ — ASSAINISSEMENT
ETUDES ET PROJETS

S.A. au Capital de
2.000.000 de Francs

R.C. Seine 56 B 11-392

presse - édition
publicité

c'est une réalisation
norsogepress
209 rue d'Arras Lille
Tel 52 01 09

faites connaitre votre ACTION

faites connaitre votre REGION

par l'intermédiaire

DE NOTRE SOCIETE

ACIER
ACIER
ACIER

EMPRUNT NOVEMBRE 1976

taux nominal **11,40%**

taux de rendement actuariel brut **11,33%**

GIS GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

VISA COB N° 76.159 DU 9 NOVEMBRE 1976 BALO DU 29 NOVEMBRE 1976

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître

JULES MOCH

Une si longue vie

mémoires

Nos lecteurs ont la parole

PAS AU PROGRAMME !

« J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans le dernier numéro de « l'Unité », l'écho relatif à la censure exercée par les autorités académiques de Reims à l'encontre de la Compagnie Jean et Colette Roche, et je partage sans réserves votre indignation devant cette scandaleuse intervention.

Je voudrais simplement faire observer que cette atteinte à la liberté culturelle n'est pas, à Reims, une nouveauté. En effet, lorsque Mme Alice Saunier-Seïté, avant de participer à un gouvernement « libéral avancé », occupait le rectorat de Reims, elle avait interdit aux élèves internes des lycées de la ville d'assister à la représentation de « Maître Puntilla et son valet Matti » que donnait Jacques Rosner et son Théâtre du Lambrequin. Le prétexte invoqué était admirable : « Bertolt Brecht n'est pas au programme ». Sans commentaires.

En revanche — si l'on peut dire — le ministère de l'Education continue à donner sa bénédiction à des troupes de « théâtre scolaire », dont les « matinées classiques » constituent un véritable massacre des grandes œuvres dramatiques du répertoire, et suffiraient à dégoûter du théâtre les jeunes générations.

Je veux croire que la gauche au pouvoir aurait à cœur d'encourager tous ceux qui, au prix de mille difficultés et de mille rebuffades, travaillent à faire connaître à la jeunesse le patrimoine théâtral de notre pays, et aussi à encourager toute forme de création en ce domaine. Or, vous ne l'ignorez certainement pas, l'existence matérielle des compagnies de théâtre pour la jeunesse (je ne parle pas des susdites tournées patronnées par le ministère) est actuellement menacée, et les animateurs des Maisons de la Culture et des animateurs des Centres d'animation culturelle voient leurs possibilités financières s'amenuiser au rythme de l'inflation. J'espère qu'au jour d'une victoire de la gauche, leur tâche serait enfin reconnue comme une priorité ».

(Pierre TABART, 59500 Douai).

L'AFFAIRE BIERMANN

« Provisoirement « exilé » par mon service national en coopération, j'ai la satisfaction de trouver facilement « l'Unité » dans de nombreux kiosques de Constantine...

Je suis avec une profonde émotion « l'affaire Biermann » évoquée par « le Monde » et cette semaine par « l'Unité ». Derrière la solidarité avec la personne de Biermann se profile une action politique de solidarité internationale. Le prestige du P.s. est suffisamment grand pour que notre prestation éventuelle ait quelque poids. Il faut empêcher que seules les droites françaises, allemandes ou autres « compatissent » avec le sort infligé au chanteur communiste est-allemand. »

(Gabriel GALICE, Constantine, Algérie).

LE PYLONE ABATTU

« D'après une enquête de « la Dépêche du Midi » concernant la destruction du pylône de l'antenne de la station régionale du Pic de Nore (1 200 mètres d'altitude), qui dessert au moins quatre départements, il faudra plusieurs mois pour la remise en état si la neige et le verglas ne viennent pas contrarier les travaux.

Vous connaissez la politique de la radio diffusion : le paiement de la redevance est due pour la seule possession d'un récepteur et non pas pour le « service fourni », ce qui est une escroquerie. C'est exactement comme si on devait payer la vignette pour une voiture qui ne quitte pas son garage de toute l'année. Le groupe parlementaire P.s. devrait interpeller le gouvernement sur ce scandale.

Le cas de force majeure ne doit pas être invoqué ; car, lorsqu'un pont de chemin de fer est emporté par les eaux, la S.n.c.f. rembourse les voyageurs de la portion de parcours qui reste à faire. Il semble qu'en toute justice, la prolongation de l'échéance de la redevance télé devrait intervenir pour une durée égale à celle de la remise en état des installations de cette grande station.

On pourrait même invoquer que si ce pylône avait été plus largement calculé, vu son altitude, il aurait résisté, comme celui du Pic du Midi, qui, bien que plus élevé, a bien tenu dans la tempête ».

(Raymond GORIN, 81600 Lavaur).

LE GOUVERNEMENT EN PROVINCE

« A propos du dernier Conseil des ministres réuni à Lille, on a parlé de décentralisation. Le mot est employé abusivement pour traduire ce qui, en réalité, est un simple déplacement du centre des décisions gouvernementales. En bon langage on devrait dire décentration ou décentrement.

L'intention est évidente. C'est une manœuvre politique essentiellement électoraliste, bien mise en valeur par les images de la télévision dont le cadrage parfait montrait le candidat officiel, Ségard, au regard doucereux, vaguement admiratif, dans une attitude qui se voulait humble, au côté du Président qui parlait sans complexe précisément de décentralisation.

Pour les citoyens de la province qui ignorent les arcanes de la politique — et les ressorts secrets des décisions prises à Paris par le Pouvoir Central — cet épisode est très instructif, très révélateur de l'esprit qui anime le gouvernement.

Merci à la télévision pour avoir franchi si allègrement le mur de l'information objective sortie de l'objectif des caméras manipulées par des reporters si habilement dévoués. »

(H. CHARREYRE, Le Puy)

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (130 F) ☐

▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Contenu non contractuel

Au risque de vous plaire

Pour les enfants



Disques

* Les Frères Jacques : V'la l'bon vent (Livre-disque Philips 6274 051).

Au programme également : « La fontaine profonde », « Mon père y m'a marié » et « Sur l'bord de Loire ».

* Rondes et chansons n° 9 (2 disques + 1 livre, Philips 6199 046).

Renée Caron et les petits chanteurs de l'Ile-de-France interprètent : « Il pleut bergère », « Mon père m'a donné un étang », « Belle rose » et cinq autres chansons.

* Aladin et la lampe merveilleuse (2 disques + 1 livre, Philips 6199 048).

Un conte des « Mille et une nuits » raconté par la compagnie Pierre Arnaud, notamment par Maurice Biraud et Jacques Dufilho.

* Nana Mouskouri : Mon enfant (Livre-disque Philips 6461 035).

Chants traditionnels et chansons populaires : « Voici le mois de may », « Aux marches du palais », « A la claire fontaine », etc.



Livres

* Steven Kollog : On peut le garder ? (La Farandole).

Un enfant peut-il garder tous les animaux rencontrés ? Ce livre lui en expliquera les inconvénients et provoquera quelques discussions familiales. (Jusqu'à 6 ans).

* Fran Manushkin : bébé (L'école des loisirs).

Un enfant pleure, rit, s'assoit et se lève dans le ventre de sa mère. C'est drôle et joliment provocateur. (Jusqu'à 6 ans).

Albertine Deletaille : Nuit de mai (Album du père Castor).

Il s'agit de la réédition d'un livre que les parents ont connu sous le titre « Les lions blancs ». Vous avez lu ? Vous vous souvenez du jeu qui permet de vaincre la peur dans le noir ? (Jusqu'à 6 ans).

* Dick Bruna : Je sais lire (Nathan).

* Dick Bruna : Ma chemise est blanche (Nathan).

Dans le premier album, l'enfant découvre son corps et sa famille ; dans l'autre, ses vêtements. (De 6 à 8 ans).

* H.E. Nossak : Le roi va au cinéma (Casterman, collection Funambule.)

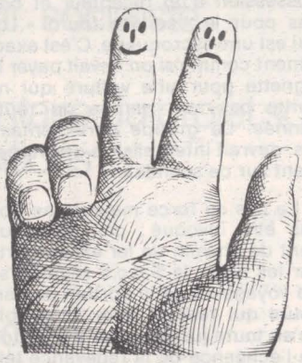
Une belle aventure « initiatique » à l'intérieur des salles sombres. (De 6 à 8 ans).

* Gianni Rodari : Jip dans le téléviseur (La Farandole).

Jip, jeune Milanais devient onde électrique après avoir été happé par le petit écran. Quel enfant n'en a rêvé ? (De 8 à 10 ans.)

* Gil Lacq : Les bannis de l'île aux huîtres (Editions GP, collection Super 1000).

Ou comment le colonialisme a exterminé certaines populations indigènes. (A partir de 12 ans).



Spectacles

OU SONT-ILS ?

* Pierre Louki : à Bobino, en première partie de Georges Brassens, à partir du 14 décembre.

* Tri Yann : le groupe breton est à la Salle des fêtes de Fontenay-aux-Roses ce vendredi 10 décembre.

* Serge Reggiani : à Montrouge ce 10 décembre, à Paris (Au Stadium, avenue de la Porte d'Ivry) le 14, à Amiens les 16 et 17, à Béthune le 18, à Arras le 21.

* Dick Annegarn : à Paris, au Centre américain, les 10, 11, 16, 17 et 18 décembre.

* Marie-Paule Belle : au Théâtre de la Ville, du 7 au 11 décembre. On la verra également beaucoup à la télévision : la nuit de Noël, le 24 décembre, sur Antenne 2 ; le soir du réveillon, le 31 décembre, sur T.f.1 et sur Antenne 2.

* Le Cuarteto Cedron : ce 10 décembre à Montbéliard et le 16 à Bordeaux. Dans le même temps sort un 45 tours : la bande originale de « L'Affiche rouge », film de Frank Cassenti, soit trois pièces musicales interprétées par le Cuarteto.

* Jacques et Paul Préboist : au Théâtre Fontaine (10, rue Fontaine, Paris 9e) à partir du 13 décembre. Du comique sur le mode de la naïveté.

* Una Ramos : un paysan des Andes, un Indien, surtout un génie de la kena, le 10 décembre au Théâtre de Colombes.

* Martin Saint-Pierre : un chanteur argentin se fait messager des poètes argentins, chiliens et cubains. Le 11 décembre (à 17 h 30) au Théâtre Mouffetard. Du 11 décembre au 23 janvier (à 20 h 30) à la Vieille Grille (1, rue du Pont de l'Ermite, Paris 5e).

* Le groupe Mélusine : en tournée en Bretagne jusqu'au 18 décembre (à Rennes, Brest, Concarneau, Cathaix, Pacé et Lorient).

* Les Mummenschanz : au théâtre de la Ville, du 14 décembre au 1er janvier, dans leur spectacle « Jeux de fous et de masques ».

* Le mime Pradel : à la Maison de la Culture de Bourges le 11 décembre.

* Gilles Vigneault : le 10 décembre à Pau, le 11 à Bayonne, le 13 à Tarbes, le 14 à Villeneuve-sur-Lot, le 15 à Aurillac, le 16 à Rodez, le 18 à Alès et le 19 à Chalon-sur-Saône.

* Catherine Derain : le 12 décembre, à 14 h 30, au Théâtre Mouffetard.

* Les groupes Mahjun et Malicorne : le 14 décembre à Créteil.

* Le groupe Zao : le 10 décembre à Chambéry et le 11 au Creusot.

* Les Anglais de Caravan : le 13 décembre au Palais des sports de Paris.

* Christian Dente : le 14 décembre à la Maison de la Culture du Havre.

* Guy Béart : le 18 décembre à la Maison de la Culture de Rennes.

* René Werneer : l'ancien violoniste de Stivell se produit désormais seul. Il joue le 16 décembre à la Maison de la Culture de Reims.

* Cathy Berbérian : le 14 décembre à Cergy-Pontoise et le 16 à Sceaux.

A ne pas manquer

BEDOS ET HALLER

Guy Bedos est chaque soir au Théâtre de la Renaissance à Paris, jusqu'au 31 décembre ; Bernard Haller est à Saint-Denis, au Théâtre Gérard-Philipe, jusqu'au 18 décembre. Tantôt mime, tantôt pantin doué de la parole, Haller escalade gaiement les pentes un peu trop raides de notre société : quand il chute on découvre les obstacles, quand il passe on sait que la victoire est possible. Il est le fou de la démocratie apparente où nous tentons de vivre.

Bedos, c'est autre chose. Entendez quelqu'un d'autre : on le prit longtemps pour un agneau, il n'est pas devenu un loup, mais il fait savoir à qui de droit qu'il ne sera jamais un mouton. Animal bizarre, ce Bedos : il a les violences d'un fauve et les furies d'un éléphant, il griffe énormément et casse beaucoup de vaisselle ; mais, en même temps, il sait se faire gentil, amical et tendre. Agressif et heureux : Bedos, c'est la santé politique. « Alors on ne salue plus ? a dit Bigeard. Non, on ne salue plus, a répondu Bedos. Ah bon ! excusez-moi, je croyais qu'on saluait, a dit le général ».

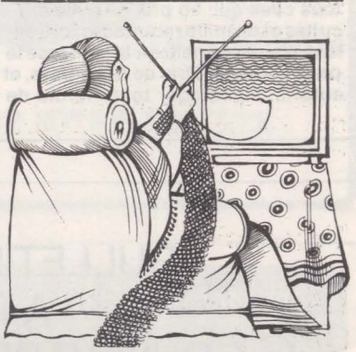
A l'affiche de la province

« ELISABETH » A MARSEILLE

La dernière pièce de Jean Vauthier, « Ton nom dans le feu des nuées, Elisabeth », est jouée au Nouveau Théâtre national de Marseille jusqu'au 19 décembre. Elle le sera ensuite à l'Odéon, du 10 janvier au 6 février 1976. C'est l'histoire, décortiquée, d'un fait divers : une femme et son amant s'y reprennent à huit fois pour supprimer le mari gênant. Vauthier signe là un « anti-Barbe Bleue ». Il le met en scène avec Bernard Ballet et Marcel Maréchal.

« MANON LESCAUT » A REIMS

Le célèbre roman de l'abbé Prévost : « L'histoire du chevalier des Grieux et de Manon Lescaut » : Guy Dumur en a fait l'adaptation théâtrale, Robert Hossein la mise en scène. Le spectacle est représenté à la Maison de la Culture de Reims jusqu'au 18 décembre. Choix anachronique ? Pas du tout ! Hossein s'en explique : « C'est une merveilleuse histoire d'amour à l'image de la vie. Elle n'est pas sublimée ; elle se situe au niveau du quotidien. C'est une histoire d'amour qui se déroule à travers toutes les vicissitudes de la vie, de la réalité du temps, de tout un système. J'ai voulu raconter cette histoire au théâtre parce qu'elle est fantastiquement moderne... »



Télévision

(Sous réserve de la grève des acteurs pour certaines émissions.)

VENDREDI 10 DECEMBRE

« Le roman d'un tricheur » : le meilleur de la production inégale de Sacha Guitry (22 h 50, A 2).

SAMEDI 11

De l'humour dans le démonisme : Gérard Vergez a adapté « Les mystères de Loudun » d'Alexandre Dumas (20 h 30, A 2).

DIMANCHE 12

Un film de trucages très réussis sur un conte célèbre : « Tom Pouce » de Georges Pal (14 h 50, A 2).

LUNDI 13

« Le mystère Andromède », de Robert Wise : science-fiction et menaces sur l'humanité... Puis un débat sur « les microbes nouveaux » (20 h 30, T.f. 1).

changer la vie culturelle

Action culturelle

ALAIN CUNY ET LA BIBLE

A Saint-Eustache, du 15 décembre 1976 au 2 janvier 1977, « Alain Cuny dit l'Ancien Testament dans le flamboiement des lasers ». Il s'agit d'abord d'une musique : « Images bibliques », un poème symphonique avec chœurs. Sur ce morceau se greffe un fantastique ballet de lumière multicolore mené par l'équipe de « Laser Graphics ». Finis les vieux feux d'artifice ! Maintenant le « son et lumière » se fait au laser... Saint-Eustache, l'église des abords de feu les Halles, est un volume de quelque 100 000 mètres cubes : même lorsqu'il sera empli de musique et de lumière, il y restera encore un peu de place pour la voix d'Alain Cuny. Et le grand comédien se fera le récitant de la Création, des Images de la vie patriarcale, des Scènes de la vie guerrière, du Cantique des cantiques et des Malheurs et espérance d'Israël.

Télévision

LA PLUS LONGUE GREVE

Le Syndicat français des artistes-interprètes a décidé de reconduire sa grève jusqu'au 18 décembre. A cette date le mouvement durera depuis un mois. Si nécessaire, il est prévu qu'elle continue. Fait rare : l'homologue anglais du S.f.a. a apporté son soutien à l'action des grévistes. Les négociations avec les chaînes de télévision sont actuellement suspendues. En revanche elles ont commencé le 7 décembre avec Radio-France. La grève actuelle a entraîné l'interruption du tournage d'une quinzaine de productions, dont certaines qui devaient être programmées pour les fêtes de fin d'année. Les réalisateurs ont rejoint les artistes dans leur lutte. C'est la grève la plus dure depuis la fin de l'O.r.t.f. en 1974.

Cinéma

UN CASANOVA « POUR ENFANTS »...



Il y a deux Casanova. Le grand et le petit, le méchant et le bon. Deux des plus grands cinéastes italiens actuels en ont, involontairement, décidé ainsi. A chacun sa nature. Fellini (dans le film que nous verrons au cours de l'année 1977) a dépeint un vieux bouffon, « dépourvu de mystère et d'innocence », un pédant, un menteur, un dégoûtant. C'est un film mortuaire qu'il est en train d'achever, avec des lumières blafardes, et un courtisan glauque flottant sur l'eau du Grand Canal avec un regard vitreux. Avec lui, le Carnaval sera macabre et le personnage inspirera plus la nausée que la sympathie.

Luigi Comencini, lui, dans le film qui est sorti mercredi en France, a une version moins crépusculaire de la Venise du XVIIIe siècle. Scrupuleux de nous montrer la vie quotidienne dans ce lieu mythique à la veille de sa décadence, il nous dépeint avec une évidente gourmandise les fêtes de rues, les parades de saltimbanques et camelots, les masques et bergamasques, les couvents secoués par les désobéissances charnelles, les abbés polissons qui n'ont de religieux que leur habit, les exorcistes, les médecins pompeux, les chirurgiens-charcutiers, etc.

Réaliste il évoque aussi la misère, les quartiers pauvres et bruyants, et le douloureux apprentissage de la vie vécu par les plus défavorisés. Ceux qui, nés dans les cendres, devaient, pour survivre au milieu des diamants, du luxe et de la luxure, emprunter un déguisement : la soutane noire de l'ecclésiastique ou la perruque du libertin aux charmes troublants. Et moins désespéré que l'auteur de « La dolce vita » et du « Satyricon », il a ignoré la peinture des obsessions sexuelles d'un séducteur impénitent et le récit de la vocation érotique d'un incorrigible don Juan pour raconter l'enfance d'un petit garçon. Ravi, a-t-il avoué, d'avoir fait « un Pinocchio pour adultes et un Casanova pour enfants ».

J.-L. D.

TARZAN AU POUVOIR !

Rares sont les émissions qui peuvent, le mardi soir, rivaliser avec les « Tarzan » de la troisième chaîne. De 40 à 50 % des téléspectateurs font fête à ces films vieux de plus de trente ans, mal doublés, tournés dans une jungle de carton-pâte sur des canevas dont l'infantilité force le rire. Comment expliquer ce succès ? Mode rétro ? Soif d'évasion ? Aspiration écologique ? Nostalgie d'un surhomme capable de résoudre tous les problèmes ? Ah ! si le roi des éléphants daignait s'attaquer au chômage, à l'inflation, c'est pour le coup que nous serions gouvernés... Mais il ne veut rien entendre. Du haut de son baobab, il toise sévèrement notre civilisation. Nous ne valons pas les cannibales, sans parler des chimpanzés ou de n'importe quelle bête sauvage, qui tous refuseraient de subir la vie que nous menons. Ah ! il est beau notre progrès ! Des armes, des machines, de l'argent et des mots, des déluges de mots pour noyer la vérité. « Regardez, disent à Tarzan des explorateurs. Nous avons inventé une locomotive qui dépasse les cent kilomètres à l'heure.

« Pourquoi ? demande l'homme singe.

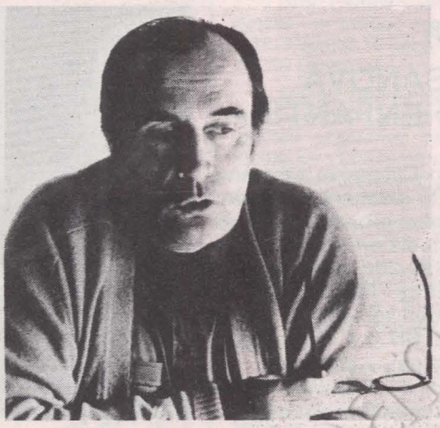
— Pour aller vite.

— Pourquoi aller vite ? » insiste le sublime inarticulé, clouant leur bec aux technocrates.

Et lorsque Jane, déesse par mariage et non par essence comme son époux, tente de jouer les coquettes, elle se casse le nez contre un mur d'innocence. « Tarzan avoir Jane, Tarzan content », balbutie l'intéressé en tirant sur son petit pagne. C'est à peine si le couple échange parfois un baiser sous l'œil attendri d'un rhinocéros, chargé de veiller aux bonnes mœurs de la jungle. N'était l'enfant tombé du ciel, un pur « boy » américain dont l'esprit d'entreprise menace la paix du paradis terrestre, l'histoire marquerait le pas entre deux balancements de liane. Mais ce fichu gosse a des curiosités, des exigences, incompatibles avec le traintrain zoologique. Et mardi prochain, tenez-vous bien, la famille Tarzan débarquera à New York pour affronter tous les « ismes», capitalisme, érotisme, alcoolisme. Que ne vient-elle ensuite à Paris conquérir la mairie ? « Moi pas aimer votre système », répondrait le bon sauvage. Hélas ! nous non plus.

GABRIELLE ROLIN

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

SAMEDI 4 DECEMBRE

Les élections partielles m'ayant obligé de reporter sur la dernière semaine de novembre le travail délaissé pendant quinze jours, je n'ai pas trouvé le temps de rencontrer Moshe Dayan, venu présenter à Paris son livre « Histoire de ma vie ». Je regrette d'avoir manqué ce personnage peu ordinaire. A Tel-Aviv, début octobre, conviés par Shimon Peres, ministre de la Défense, nous avions déjeuné ensemble et projeté de nous revoir. Au cours du repas notre hôte avait souhaité que, négligeant les précautions d'usage et de langage, je donne mon opinion sur la politique d'Israël. « Ne partez pas d'ici, avait-il insisté, sans m'avoir posé les questions que vous vous posez à vous-même. » J'avais profité de l'invite pour déplorer l'opposition des dirigeants israéliens à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie alors qu'ils affirment accepter — et même préconiser — l'intégration de ce territoire (sous certaines conditions, bien entendu) à l'Etat jordanien. « Hussein n'est pas éternel, ajoutai-je, et je ne vois pas ce que vous gagnerez à accroître la puissance d'un voisin qui pourrait, avant peu, se révéler plus embarrassant qu'aujourd'hui. » Par jeu plus que par gêne, Peres, tourné vers Moshe, avait lancé : « A toi d'abord ! » Je n'oublierai pas de sitôt la réponse de Dayan: « Non. Commence. Tu diras ce que le gouvernement fera. Je dirai ensuite ce qu'il devrait faire. »

DIMANCHE 5 DECEMBRE

A Orly-Sud, Jean Daniel et moi embarquons par le même avion. Direction : Madrid. Il en revient. J'y vais pour la première fois afin d'assister au congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol. Assis côte à côte, il me passe « le Nouvel Observateur » que je n'ai pu me procurer hier à Nevers et qui publie précisément le récit de son entrevue avec le roi d'Espagne. J'ai naguère jugé Juan Carlos non sur des qualités ou des défauts que j'ignorais mais sur sa situation d'héritier (voulu et le voulant) de Franco, situation si contraignante et, à proprement parler, si scandaleuse qu'elle me paraissait devoir ruiner à jamais, pour peu qu'il y songeât, ses velléités d'en sortir. Or, il en sort. Jean Daniel ne parie pas sur le retour à la démocratie mais la croit possible et même probable. La chance du roi, estime-t-il, est que le peuple espagnol, la mémoire trop lourde de sa guerre civile, n'a pas chassé le dictateur. La dialectique qui s'établit maintenant est celle d'un Pouvoir las d'être ce qu'il fut et d'un pays avide de bouger et de respirer. A l'égard des franquistes, Juan Carlos dispose de la marge d'action que lui laisse la non-révolution. Face à la gauche, il peut opposer qu'il est seul à posséder la clef d'un changement qu'en dépit des réticences et des habiletés du gouvernement Suarez elle désire. Cette analyse, je la retrouverai cet après-midi à la lecture du discours prononcé le matin par Felipe Gonzalez. Felipe a inventé une formule qui fera date : le compromis institutionnel. Elle signifie (c'est ainsi que je la comprends) que les socialistes, dans la phase actuelle, se préoccupent moins de l'existence du régime, monarchique ou républicain, que de son essence, pluraliste ou totalitaire. Plusieurs signes fortifient mon sentiment, en particulier le soin que mettent les organisateurs à éviter que les militants n'entonnent les chants républicains ou que les orateurs ne reprennent le fil du discours interrompu en 1936. L'admirable « Internationale» qui soulèvera la salle pour saluer Pietro Nenni, l'ancien combattant des Brigades, et qui ponctuera les grands moments d'un grand congrès, gardera évidemment droit de cité. Mais elle exprimera l'espérance plutôt que la colère, la fraternité d'un peuple en devenir plutôt que l'amertume du passé.

Ce refus du tout ou rien n'altère aucunement la fermeté du Psoe sur les principes. Le roi n'obtiendra de lui que cette trêve, qui se traduit par l'abstention au référendum du 15 décembre. Toute atteinte au pluralisme, ce qui veut dire en clair toute privation des droits civiques qui frapperait les communistes, serait dénoncée sans merci.

Après tant de fracas, la politique de l'Espagne avance à pas feutrés.

LUNDI 6 DECEMBRE

Longue conversation hier avant dîner (on dîne tard à Madrid) avec Willy Brandt et Günther Grass, membre inattendu de la délégation du S.p.d. Günther Grass que j'ai rencontré au Seuil il y a trois ou quatre ans, lors de la parution en édition française du « Journal d'un escargot » (Jean Amsler, son traducteur, est l'un de mes plus vieux amis), nous a parlé de son prochain livre, « Le turbot », du nom du poisson à la fois réel et mythique (il symbolisait l'abondance) de la tradition populaire allemande. « Le turbot » racontera les Allemands par le biais de leur nourriture. On y refera la découverte de l'Amérique en même temps qu'apparaîtront dans les foyers d'Europe le haricot, la pomme de terre, le concombre, la tomate, le maïs, l'aubergine. Emporté par son sujet, Günther Grass a ce mot : « La pomme de terre a eu plus d'influence sur le cours de notre histoire que la guerre de Sept Ans. » C'est sans doute vrai.

MERCREDI 8 DECEMBRE

Absent de Paris, je n'en ai pas moins approuvé — je l'avais fait savoir — le vote des députés socialistes favorable au renforcement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne et à la création d'une Cour des comptes européenne. Je m'attendais, cela ne surprendra personne,à la position contraire du Parti communiste. Que nos deux partis se séparent sur un choix aussi important a de quoi me préoccuper. Mais je le serais plus encore si l'union de la gauche contraignait les socialistes à se séparer de la conscience qu'ils ont des intérêts fondamentaux de la France et de la démocratie. L'intérêt de la France : en appliquant le Traité de Rome et les dispositions subséquentes, elle exerce pleinement, hors des protections peureuses du repli sur soi, sa capacité internationale — et elle respecte sa parole. L'intérêt de la démocratie : je préfère que les masses financières — dix milliards d'unités de compte en 1977 — qui échappent aux Parlements nationaux soient contrôlées par l'Assemblée communautaire plutôt que par le Conseil des ministres des Neuf. Exactement ce à quoi tend, me semble-t-il, le programme commun de la gauche.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325